

# Réaliser le développement durable en Afrique par le biais d'une croissance verte et inclusive

Agriculture, Écosystèmes, Énergie,  
Industrie et Commerce

*Rapport sur le développement  
durable en Afrique*

Cinquième édition



# Réaliser le développement durable en Afrique par le biais d'une croissance verte et inclusive

Agriculture, Écosystèmes, Énergie,  
Industrie et Commerce

*Rapport sur le développement  
durable en Afrique*

Cinquième édition

Pour commander des exemplaires du rapport, veuillez contacter :

Publications

Commission économique pour l'Afrique

P. O. Box 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900

Télécopie: +251-11-551-4416

Adresse électronique: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)

Web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

© 2015 Nations Unies

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : juin 2015

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

# Table des matières

<b>Abréviations et acronymes</b>	<b>v</b>
<b>Vue d'ensemble</b>	<b>vii</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Partie I : État d'avancement et tendances du développement durable en Afrique</b>	<b>5</b>
<b>2. État d'avancement et tendances du développement durable</b>	<b>6</b>
2.1 Gouvernance	7
2.2 Transformation économique et macroéconomique	9
2.3 Consommation et production durables	11
2.4 Énergie	13
2.5 Pauvreté	14
2.6 Changements démographiques	16
2.7 Dimension hommes-femmes	18
2.8 Éducation	20
2.9 Santé	21
2.10 Agriculture et sécurité alimentaire	22
2.11 Ressources naturelles	23
2.12 Changement climatique	24
2.13 Catastrophes naturelles	26
2.14 Moyens de mise en œuvre	27
2.15 Références bibliographiques	29
<b>Partie II : Promouvoir la croissance verte et inclusive dans certains secteurs : Agriculture, écosystèmes, énergie, industrie et commerce</b>	<b>33</b>
<b>3 Agriculture</b>	<b>34</b>
<b>4 Biens et services liés aux écosystèmes</b>	<b>39</b>
<b>5 Énergie</b>	<b>45</b>
<b>6 Industrie</b>	<b>51</b>
<b>7 Commerce</b>	<b>56</b>
<b>8 Mesures destinées à créer un environnement propice</b>	<b>61</b>
<b>9 Références</b>	<b>65</b>
<b>Liste des figures</b>	
Figure 1: Cadre conceptuel Pression-réponse-impact-atténuation pour la définition d'indicateurs et l'évaluation du développement durable	2
Figure 2: Cadre analytique pour l'évaluation sectorielle du potentiel de la croissance verte et inclusive	3

Figure 3: Comparaison des résultats de l'enquête des trois premières éditions du Rapport sur la gouvernance en Afrique (AGR) sur les indicateurs clefs de la gouvernance	8
Figure 4: Épargne nette ajustée, à l'exclusion des dommages causés par l'émission de particules (en dollars courants) en 2011	10
Figure 5: Répartition de l'encours de la dette extérieure (en pourcentage du revenu national brut) des pays en Afrique	11
Figure 6: Productivité ressources/matériel en 2008	12
Figure 7: Part de l'énergie renouvelable dans l'offre totale d'énergie primaire (en pourcentage) en 2009	13
Figure 8: Proportion (en pourcentage) de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en Afrique (hors Afrique du Nord)	15
Figure 9: Proportion de personnes dépendantes pour 100 personnes en âge de travailler durant la période 2002-2011	17
Figure 10: Estimation de la croissance démographique en Afrique, 2010-2050	18
Figure 11: Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes	19
Figure 12: Dépenses d'éducation en proportion du revenu national brut (en pourcentage)	20
Figure 13: Espérance de vie à la naissance pour les femmes (à gauche) et pour les hommes (à droite)	21
Figure 14: Évolution du rendement céréalier (en kg par hectare)	23
Figure 15: Taux de variation annuelle du couvert forestier (en pourcentage)	24
Figure 16: Émissions de gaz à effet de serre par habitant	25
Figure 17: Nombre de catastrophes, 1960-2011	27
Figure 18: Total des flux financiers extérieurs vers l'Afrique (en milliards de dollars courants)	28

### Liste des tableaux

Tableau 1: Croissance du PIB (en pourcentage) en Afrique	10
Tableau 2: Pays d'Afrique subsaharienne dont les résultats sont supérieurs à la moyenne régionale quant à la part de leur population 2010 ayant accès depuis 1995 à des sources d'eau potable de qualité	15
Tableau 3: Quelques exemples de possibilités de croissance verte par le biais du commerce	57

### Liste des encadrés

Encadré 1 : Programme d'agriculture de conservation et de précision au Zimbabwe	35
Encadré 2 : Exemples de liens entre les biens et services écosystémiques et la croissance verte et inclusive	40
Encadré 3 : Parcelles boisées dans la République-Unie de Tanzanie	41
Encadré 4 : Le Programme national de biogaz pour l'Éthiopie	47
Encadré 5 : Intégrer la croissance verte et inclusive dans les partenariats public-privés concernant le développement de la chaîne de valeur dans l'agrobusiness, l'agro-industrie et les services	53
Encadré 6 : Promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole au Rwanda par le biais du commerce	58
Encadré 7 : Le Fonds vert en Afrique du Sud	62

# Abréviations et acronymes

AIE	Agence internationale de l'énergie
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUA	Commission de l'Union africaine
DAES	Département des affaires économiques et sociales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MDP	Mécanisme de développement propre
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WWF	Fonds mondial pour la nature





# Vue d'ensemble

Le *Rapport sur le développement durable en Afrique* permet de suivre et d'évaluer les progrès accomplis sur la voie du développement durable. La cinquième édition de ce rapport a pour thème « Réaliser le développement durable en Afrique par le biais d'une croissance verte et inclusive ». Ce thème revêt une importance particulière pour l'Afrique compte tenu de ses implications pour la transformation et le développement durable de la région. Il s'agit d'une publication commune de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La première partie du rapport fait état des progrès accomplis sur la voie du développement durable en Afrique. À cet égard, le rapport utilise le cadre : Pression-Réponse-Impact-Atténuation pour rendre compte des tendances observées par rapport à 16 domaines prioritaires et 98 indicateurs. Cette évaluation montre que si la gouvernance s'améliore progressivement en Afrique, d'importants défis restent à relever en termes de gestion publique, d'élaboration de politiques intégrées et de capacité à faire face aux enjeux complexes et interdépendants du développement durable. Par ailleurs, malgré la croissance économique sans précédent des dix dernières années, celle-ci ne s'est pas traduite par une réduction significative de la pauvreté. Des résultats mitigés ont aussi été enregistrés pour la production et la consommation durables, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que pour l'exploitation d'énergies renouvelables. Il ressort également que l'Afrique n'est pas en passe d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement qui prévoit de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015. De plus, l'inégalité des revenus persiste. Pour au-

tant, la région réalise des progrès constants dans l'amélioration de l'accès à l'éducation.

Dans le domaine de la santé, la hausse de l'espérance de vie est un gage de progrès, mais la région demeure confrontée à des crises sanitaires comptant parmi les plus tragiques au monde. D'autres secteurs qui affichent une croissance soutenue sont notamment l'agriculture et la production alimentaire. Cependant, la nutrition et la sécurité alimentaire demeurent précaires pour de nombreuses communautés. Les menaces qui pèsent sur les ressources naturelles de l'Afrique persistent en raison de la nature extractive et primaire des principaux secteurs économiques et des dangers que représentent les forces à l'œuvre dans le changement climatique, qui ont exacerbé les effets des catastrophes naturelles. Le rapport souligne que l'Afrique continue à dépendre de ressources nationales, mais également de ressources extérieures pour soutenir son développement, la part des ressources nationales ayant pourtant récemment progressé. Une meilleure gouvernance, une responsabilisation accrue et la contribution de multiples acteurs au financement, au transfert et au développement des technologies, ainsi qu'au renforcement des capacités, demeurent des conditions indispensables à la réalisation du développement durable en Afrique.

Dans la partie II, le rapport rend compte des tendances, des bonnes pratiques, des défis et des possibilités de promouvoir la croissance verte et inclusive dans certains secteurs : l'agriculture, les biens et services écosystémiques, l'énergie, l'industrie et le commerce. Il étudie en outre les mesures susceptibles de stimuler la croissance verte et inclusive et d'assurer la transition vers une économie verte et inclusive en Afrique. Dans le secteur agricole, par exemple, le potentiel en matière d'économie verte inclusive tient à la mise en œuvre rapide de la science et de la technolo-

gie pour remédier à la faiblesse de la production agricole, notamment l'application limitée des pratiques durables. Le rôle que jouent les biens et services écosystémiques dans la promotion de la croissance verte inclusive est de plus en plus largement admis. À cet égard, le rapport montre que l'exploitation des biens et services écosystémiques offre des possibilités innombrables pour doper la croissance verte et inclusive et atteindre le développement durable en Afrique. Les approches et les principes liés à la croissance verte et inclusive sont de plus en plus intégrés dans divers aspects du déploiement et de la production d'énergie, notamment l'efficacité énergétique et la gestion de la demande, le déploiement des énergies renouvelables, l'accès de divers secteurs de l'économie à des énergies adéquates et modernes en quantité suffisante et la résolution des problèmes intersectoriels. En dépit de ces progrès notables, la capacité actuelle de la production énergétique en Afrique est en retard par rapport à la croissance de la demande.

Dans le secteur industriel, le rapport donne des exemples de bonnes pratiques et constate que la croissance verte et inclusive offre une occasion sans précédent d'apporter des solutions multiples et intégrées aux nombreux problèmes auxquels le secteur industriel est confronté en Afrique. Cette forme de croissance, ainsi qu'une volonté renouvelée d'accélérer la transformation structurelle des économies africaines, soutenue par les divers

cadres de développement industriel, peuvent imprimer l'élan indispensable pour accroître et soutenir la productivité, assurer l'emploi productif, la sécurité de l'emploi, la création de revenus et de richesses, ainsi qu'une prospérité partagée. Pour ce qui est du commerce, après avoir examiné la tendance générale, le rapport donne des exemples de bonnes pratiques et met l'accent sur les actions de politique générale susceptibles de promouvoir cette forme de croissance.

Le rapport conclut que la croissance verte et inclusive et la transition vers une économie verte requièrent une combinaison optimale de mesures pour stimuler la croissance par le biais d'une productivité accrue, de l'apport de valeur ajoutée et d'une meilleure compétitivité ; pour générer des avantages sociaux liés aux emplois décents, à une amélioration des moyens d'existence et du bien-être ; et pour améliorer le capital naturel et la résilience de l'environnement. Ces mesures incluent un cadre institutionnel pour l'intégration, la cohérence et l'inclusion ; un ensemble de moyens d'action appropriés ; des mesures politiques pour compléter les instruments fondés sur le marché ; la coopération internationale et régionale ; des dépenses publiques ciblées et des investissements dans des secteurs permettant d'améliorer le sort des pauvres ; et le développement des capacités stratégiques.

# 1. Introduction

## Le Rapport sur le développement durable en Afrique

Le Rapport sur le développement durable en Afrique, établi conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses institutions partenaires, permet de suivre et d'évaluer les progrès accomplis en matière de développement durable, et de faciliter la coopération sur des questions d'actualité en rapport avec les aspirations de la région en matière de développement. Quatre éditions du rapport sur le développement durable en Afrique ont été publiées jusqu'à présent. Le premier avait pour thème « Gestion des ressources en terres pour le développement durable ». Le deuxième volet s'intitulait « Examen quinquennal de la mise en œuvre du sommet mondial pour le développement durable en Afrique ». Le troisième volet « La consommation et la production durables pour la croissance durable et la réduction de la pauvreté », et le quatrième « La gestion de la base de ressources naturelles de l'Afrique pour le développement et la croissance durables ». Ce cinquième volet, intitulé « Réaliser le développement durable en Afrique par le biais d'une croissance verte et inclusive », a été établi conjointement par la CEA, la FAO, le PNUE, l'ONU-DI et le PNUD. Le thème examiné par ce rapport revêt une importance particulière pour l'Afrique – la croissance verte et inclusive – compte tenu de ses implications pour la transformation et le développement durable de la région.

Ce rapport devrait sensibiliser les décideurs et leur faire mieux comprendre la nécessité d'une intégration équilibrée des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes. Il examine les défis à relever et explore les perspectives qu'offre la croissance verte et inclusive dans certains secteurs de l'économie,

où des investissements ciblés accompagnés de mesures propices pourraient doper la croissance verte inclusive qui permettrait d'atteindre les objectifs en matière de transformation et le développement durable. Le rapport est destiné aux pays africains, aux organisations régionales et sous-régionales, aux grands groupes et à tous les partenaires du développement.

## La croissance verte et inclusive : un outil pour réaliser le développement durable

En raison de la forte dépendance des économies africaines à l'égard des ressources naturelles, ces dernières subiront des pressions croissantes et de longue durée. Les minéraux, les forêts, les ressources terrestres, hydriques et marines doivent par conséquent être exploitées de manière durable. La demande accrue de ressources et d'infrastructures, notamment l'énergie et les transports pour le développement industriel, doit être dissociée des inégalités sociales, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, qui posent d'ores et déjà de sérieux obstacles à la croissance. Une approche axée sur la croissance verte et inclusive s'appuie sur les principes de l'économie verte pour atteindre les meilleurs résultats sur le plan économique, social et environnemental dans le cadre d'interventions ciblées dans des secteurs clés de l'économie.

L'économie verte dans la perspective du développement durable et de l'élimination de la pauvreté était l'un des thèmes abordés par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Les pays africains, dans leur position commune sur les objectifs et les thèmes de Rio+20, ont reconnu que la transition vers une économie verte pouvait offrir de nouvelles possibilités pour atteindre les objectifs du développe-

ment durable à la faveur de la création d'emplois, de la croissance économique et de l'élimination de la pauvreté, tout en soulignant que l'économie verte devait être fondée sur des objectifs nationaux. La croissance verte et inclusive donne la possibilité d'accélérer la transformation structurelle en Afrique et de diffuser les bonnes pratiques dans des secteurs donnés de l'économie, dont les pays peuvent s'inspirer.

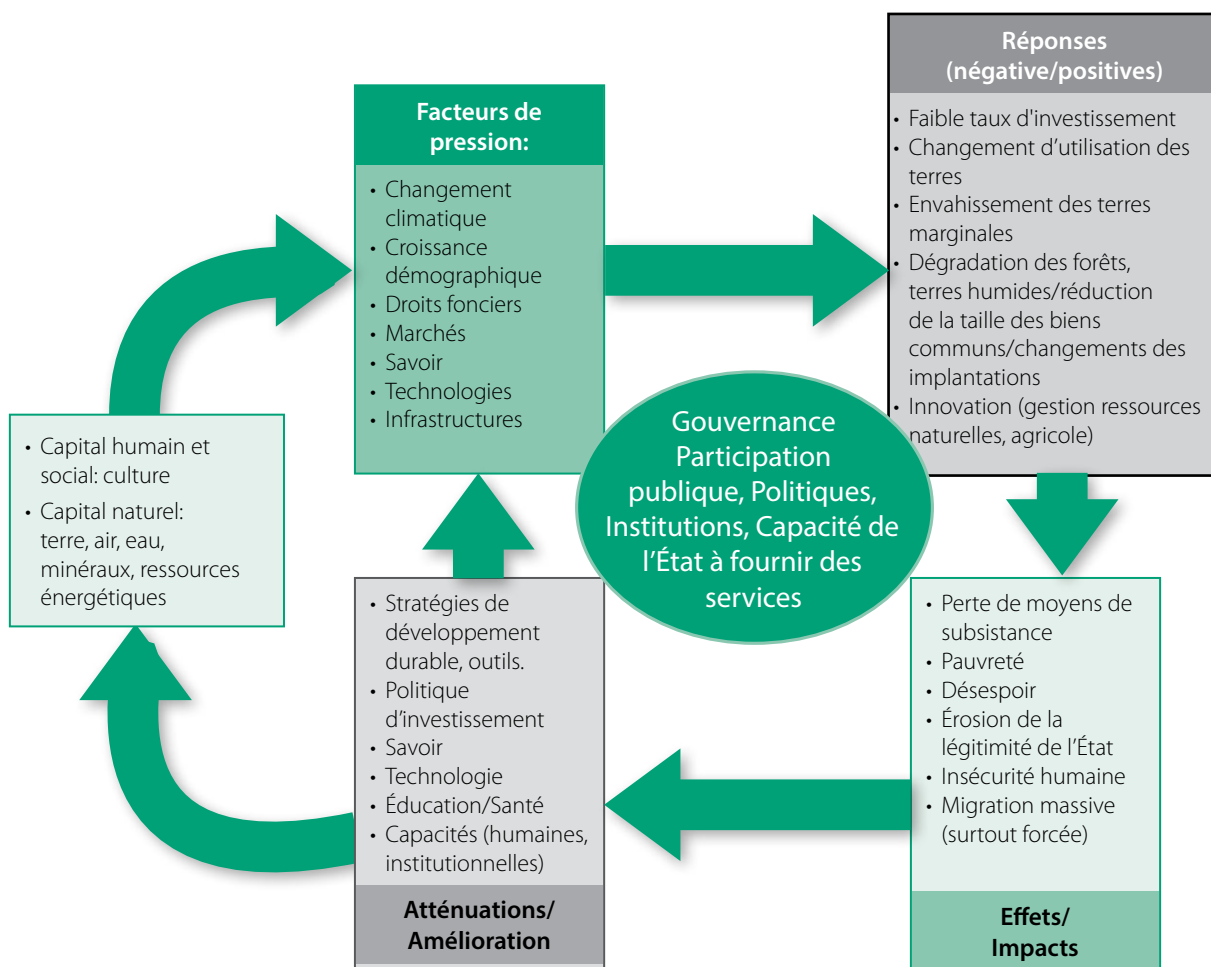
La croissance verte et inclusive entend réduire la pauvreté et les inégalités dans le cadre d'une croissance durable pour l'environnement (Banque mondiale, 2012c ; DAES, 2012). Cette cinquième édition du rapport sur le développement durable en Afrique définit la croissance verte et inclusive en ces termes : « croissance économique qui n'exclut personne, crée des emplois, améliore le bien-

être des citoyens (notamment la réduction de la pauvreté), est économe en ressources, met en valeur les biens environnementaux, contribuant ainsi au développement durable ». Une approche fondée sur la croissance verte et inclusive donne l'occasion d'assurer une transformation équitable et durable en Afrique. Le caractère inclusif et la sauvegarde de l'intégrité environnementale sont au cœur d'une mise en œuvre réussie de ce programme de transformation.

## Méthodologie et cadre d'analyse

La partie I du rapport fournit un indicateur permettant de suivre les progrès réalisés en matière de développement durable. La liste d'indicateurs a été établie au terme d'une série de réunions

**Figure 1: Cadre conceptuel Pression-réponse-impact-atténuation pour la définition d'indicateurs et l'évaluation du développement durable**



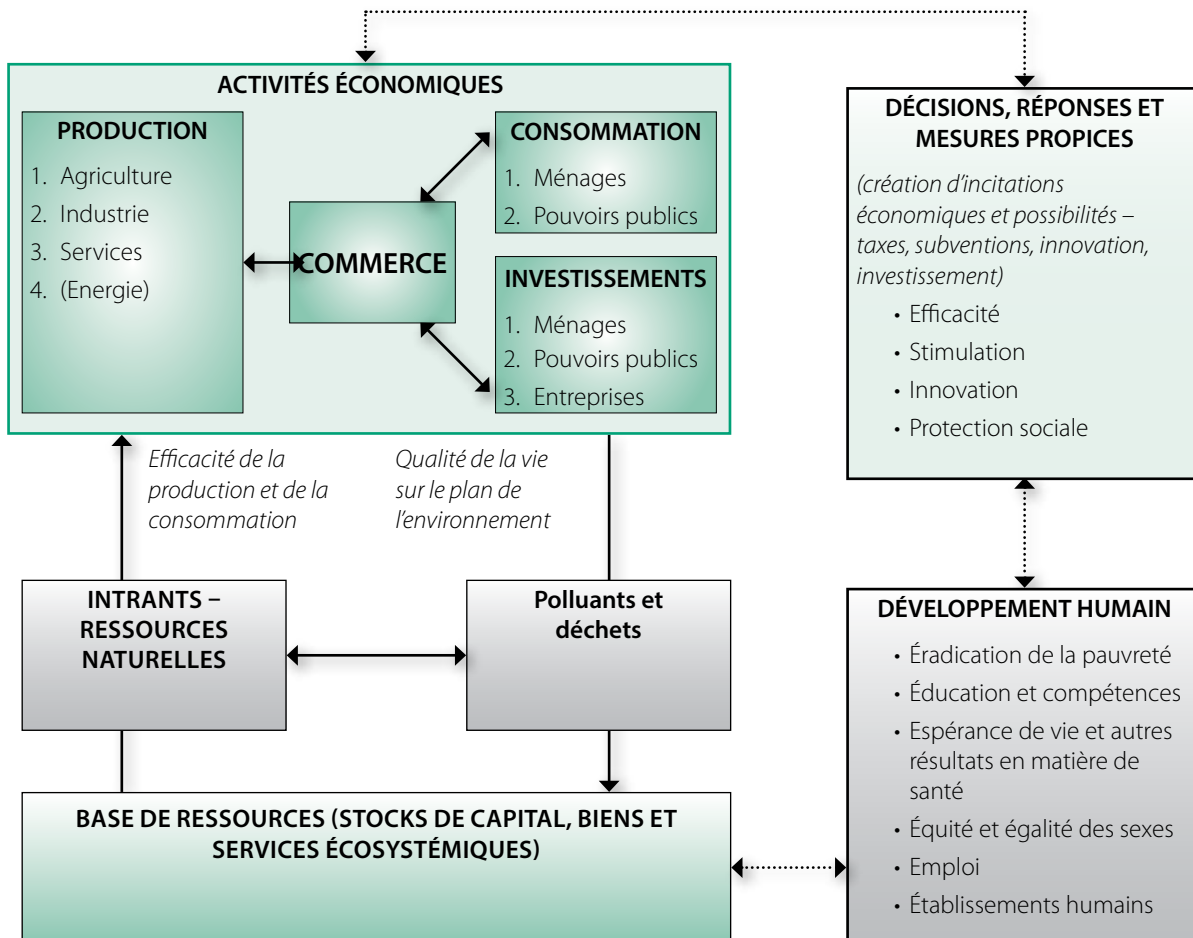
Source : CEA, 2013 (SDRA-IV).

consultatives avec des parties prenantes, notamment des États membres, des experts et des organisations partenaires. L'évaluation se fonde sur 16 domaines thématiques prioritaires et 98 indicateurs. Le cadre d'analyse adopté est le même que celui utilisé dans la quatrième édition du rapport sur le développement durable en Afrique : cadre « pression-réponse-impact-atténuation » (figure 1), qui part du principe que dans des économies fortement tributaires des ressources naturelles, « la manière dont les habitants utilisent et gèrent les ressources naturelles pour créer des revenus subit l'influence de facteurs de pression tels que le changement climatique, la croissance de la population, les droits fonciers, les marchés, le savoir, la technologie et les infrastructures (économiques et sociales) » (CEA 2013).

Le cadre fait état des progrès en matière de développement durable et permet de les évaluer en identifiant, définissant et établissant de manière systématique les indicateurs, avant de procéder à une évaluation intégrée. Plusieurs indicateurs liés à la croissance verte sont inclus dans l'ensemble d'indicateurs. Des données de diverses sources secondaires permettent d'établir une comparaison appropriée des tendances entre différentes sous-régions et, le cas échéant, des exemples concrets et pertinents sont présentés. Des données primaires ont par ailleurs été rassemblées dans 13 pays pilotes.

Les divers chapitres thématiques de la partie II du présent rapport ont été établis sous la direction d'agences partenaires, à savoir la FAO pour l'agriculture, le PNUE pour les biens et services

**Figure 2: Cadre analytique pour l'évaluation sectorielle du potentiel de la croissance verte et inclusive**



Source: Constructed at the SDRA review meeting in November 2013, with adaptations from GGGI, OECD, UNEP and the World Bank (2013 and OECD 2011)

écosystémiques, l'ONUDI pour l'énergie et l'industrie, la CEA pour le commerce, et le PNUD pour les mesures permettant de créer un environnement propice. L'évaluation figurant dans la partie II s'inspire d'une analyse qui part du principe que les objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour la gestion durable des ressources dans tous les secteurs sont étroitement liés (figure 2). Les activités menées dans l'agriculture, l'indus-

trie, le commerce et l'énergie s'appuient sur des biens et services environnementaux et sont fortement tributaires d'un environnement propice qui facilite la transformation durable et le développement par le biais d'une croissance verte et inclusive. Ces liens inextricables dictent les choix que nous faisons et les résultats de nos activités en matière de production et de consommation.

# **Partie I : État d'avancement et tendances du développement durable en Afrique**

## 2. État d'avancement et tendances du développement durable

### Messages clefs

**Les progrès en matière de gouvernance en Afrique sont mitigés.** Si des pays ont fait des progrès appréciables pour établir des systèmes de gouvernance démocratique, l'insécurité demeure un sujet de préoccupation. Les processus du programme de développement pour l'après-2015 et du suivi Rio+20 donnent l'occasion de relancer la gouvernance du développement durable à tous les niveaux.

**Si l'Afrique continue à enregistrer une croissance économique solide, aucun résultat concret n'est vraiment enregistré en matière de développement durable.** Renforcer les approches de croissance verte et inclusive, assurer le soutien d'un secteur privé dynamique et adopter des innovations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) permet de tirer profit des bienfaits de la croissance économique.

**Les progrès en matière de consommation et de production durables sont mitigés.** Grâce à l'action des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes, des pratiques de consommation et de production durables sont adoptées progressivement. Pour accélérer le mouvement, des cadres d'action plus cohérents, et une mise en œuvre renforcée de ceux existants sont nécessaires.

**En dépit des progrès en matière d'infrastructures énergétiques et de diversification des sources, la région souffre toujours d'insécurité énergétique.** Les moyens d'y remédier sont notamment d'accroître l'investissement dans les infrastructures d'approvisionnement énergétique, notamment dans les sources d'énergie propre, et de promouvoir l'intégration régionale pour créer des économies d'échelle et réduire les coûts de production et de distribution.

**Les progrès en matière d'éradication de la pauvreté en Afrique sont lents, et le continent n'est pas en voie de réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement qui prévoit de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans un état d'extrême pauvreté d'ici à 2015.** S'attaquer à la pauvreté sous tous ses aspects en Afrique exige des réformes institutionnelles et de gouvernance pour renforcer la responsabilité de l'État, accroître la qualité de la prestation de services, et améliorer l'environnement global sur le plan économique et social, y compris dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'énergie et du logement.

**La population africaine devrait atteindre 1,6 milliard en 2030, avec une hausse constante de l'âge de la population active et de l'urbanisation, un taux élevé de dépendance et des pressions accrues sur les ressources naturelles.** Les perspectives qu'offrent les bienfaits du dividende démographique peuvent être explorées au service d'une croissance économique rapide, à condition que soient réalisés les politiques adéquates et les investissements sociaux et économiques nécessaires.

**Si l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes progressent, le problème demeure très réel.** Le pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes augmente dans toutes les sous-régions de l'Afrique, tandis que la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur s'est améliorée au cours des dix dernières années. L'accent doit être mis sur l'écart de salaires entre les hommes et les femmes, la propriété foncière et l'accès au crédit pour les femmes. Les pays doivent prendre des mesures pour offrir davantage de possibilités économiques pour les femmes et les jeunes en créant les conditions propices à leur participation au processus de décision et au développement durable.

**La performance de l'Afrique dans le domaine de l'éducation s'est améliorée.** Les investissements publics et privés dans l'éducation ont augmenté, se traduisant par un taux de scolarisation plus élevé dans le primaire et le secondaire. Les taux d'alphabétisation ont progressé même si la parité entre les sexes au niveau supérieur et dans les programmes d'enseignement pour adultes demeure préoccupante. Les progrès réalisés dans l'éducation doivent être consolidés de sorte qu'une masse critique de personnes instruites et qualifiées soient en mesure d'innover dans le cadre du développement durable.



**L'Afrique fait des progrès constants dans le domaine de la santé.** Des améliorations ont été constatées : hausse de l'espérance de vie à la naissance, baisse de la mortalité maternelle et des enfants de moins de cinq ans, et recul de la prévalence des principales maladies comme le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose. Ces progrès sont attribués à l'amélioration des soins de santé, de la couverture vaccinale, de l'éducation, des mesures de prévention et des traitements. Il est nécessaire de consolider les systèmes de santé qui demeurent fragiles par le biais d'investissements publics et privés accrus.

**Si la productivité agricole augmente, la sécurité alimentaire demeure précaire.** L'indice de la production alimentaire a augmenté dans la plupart des pays africains. L'insécurité alimentaire risque de s'aggraver avec le doublement de la population d'ici à 2050. L'intensification durable et l'adoption plus large de technologies plus perfectionnées stimuleront la transformation agricole. L'écologisation de l'agriculture devrait contribuer à diminuer les risques liés à l'intensification de l'agriculture. Le secteur doit également tirer parti des possibilités en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

**Les progrès accomplis dans la gestion durable des ressources naturelles africaines sont mitigés.** Le taux de perte du couvert forestier a reculé, même si l'évolution globale du couvert forestier demeure négligeable. Un grand nombre de personnes vivent sur des sols dégradés. Des pressions s'exercent sur les ressources hydriques et la diversité biologique du continent, le nombre d'espèces menacées ne cessant d'augmenter. La croissance verte inclusive offre des possibilités de gestion, d'utilisation efficace et de préservation des ressources naturelles.

**Les effets du changement climatique en Afrique exacerbent les défis que posent la gestion des ressources naturelles et le développement durable en général.** Les émissions de gaz à effet de serre de l'Afrique demeurent relativement faibles. Des efforts d'adaptation et d'atténuation sont possibles dans tous les secteurs. Un plus grand nombre de pays mettent en œuvre leur programme d'action nationale en matière d'adaptation, alors que d'autres ont mis en place des efforts d'atténuation appropriés dans le contexte du développement durable. Poursuivre activement des voies de développement à faible teneur en carbone minimisera les émissions de gaz à effet de serre et contribuera à assurer la croissance verte et inclusive et le développement durable.

**La gravité et la fréquence des catastrophes naturelles augmentent.** Les pertes économiques et en vies humaines dues aux catastrophes s'alourdissent. De nouveaux pays ont établi des plates-formes au niveau national en matière de prévention et de réduction des risques de catastrophes, mais des problèmes de capacités continuent à limiter les mesures de préparation et d'intervention. La gestion des catastrophes doit être une priorité pour éviter de subir un recul de plusieurs dizaines d'années en matière de développement et pour assurer une voie stable de développement durable.

**Les progrès accomplis s'agissant des moyens de mise en œuvre sont mitigés.** Dans de nombreux pays, le pourcentage des ressources nationales dans le budget augmente. Une hausse soutenue des envois de fonds reçus a été constatée. L'aide publique nette au développement en pourcentage du revenu national brut recule par rapport au reste du monde, mais demeure supérieure en moyenne. Les investissements directs étrangers, notamment ceux visant les biens et les services environnementaux, diminuent. Les dépenses en recherche et développement demeurent faibles, tandis que les brevets en matière de technologies écologiques restent négligeables. Des politiques cohérentes, couplées à un mélange innovant de divers moyens d'exécution, garantiront la mise en œuvre efficace des initiatives de développement durable.

## 2.1 Gouvernance

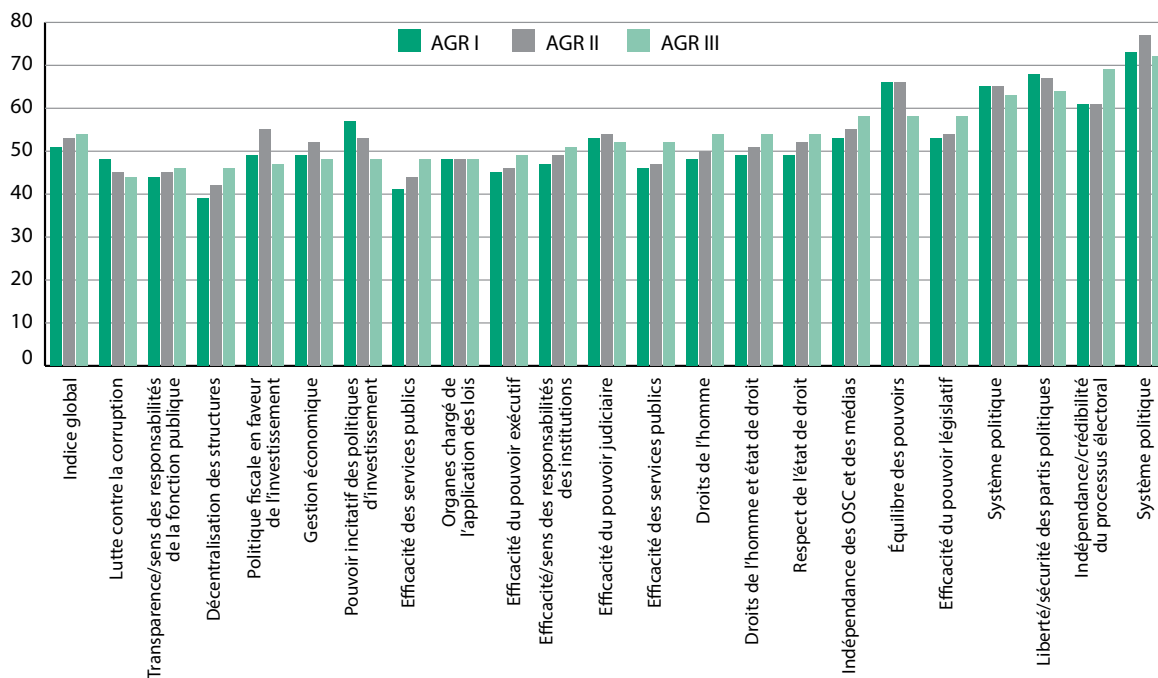
La bonne gouvernance, garantie par des structures institutionnelles, des réglementations et des processus politiques solides et le principe de la primauté du droit, qui sous-tend l'utilisation des ressources, la croissance économique et l'élimination de la pauvreté, permet d'atteindre les résultats souhaités en matière de développement durable. Ce chapitre du rapport évalue la qualité de la gouvernance en examinant plusieurs cri-

tères : contrôle de la corruption, stabilité politique et absence de violence/terrorisme, qualité de la réglementation, efficacité des pouvoirs publics, primauté du droit et nombre de conflits actifs. La participation des pays dans le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs est également utilisée pour évaluer leur performance en matière de gouvernance.

La gouvernance en Afrique s'améliore de manière continue. La région consolide lentement mais régulièrement ses institutions et ses mécanismes de

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Indice de gouvernance africaine	↔	Variation positive marginale de l'indice de gouvernance africaine, et légère amélioration de la gouvernance politique et des réformes institutionnelles
Paix et sécurité	↔	Si nombre de pays sont demeurés stables, les conflits se sont aggravés dans plusieurs pays de l'Afrique du Nord, centrale et de l'Est, et le terrorisme continue à gagner du terrain
Gouvernance politique	↔	Résultats mitigés : amélioration dans l'administration publique, mais la corruption, la transparence, la responsabilité et les problèmes de capacités demeurent préoccupants
Gouvernance des entreprises	↔	Tendances divergentes pour le cadre réglementaire régissant l'activité économique dans les diverses sous-régions
Gouvernance environnementale	↗	Les pays mettent progressivement en œuvre les engagements des conventions de Rio et ont pris diverses mesures pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles
Gouvernance en matière de développement durable	↔	Si des progrès réguliers sont accomplis en matière de gouvernance du développement durable aux niveaux régional et sous-régional, il faut faire davantage au niveau national

**Figure 3: Comparaison des résultats de l'enquête des trois premières éditions du Rapport sur la gouvernance en Afrique (AGR) sur les indicateurs clés de la gouvernance**



Source : CEA (2011/2012).

gouvernance pour renforcer le développement économique, social et environnemental. D'importants défis restent à relever s'agissant de la consolidation des acquis dans l'administration publique, la création de politiques intégrées et la capacité

de faire face aux enjeux complexes et interdépendants du développement durable. La paix et la sécurité demeurent des sujets de préoccupation, des conflits continuant de miner certains pays, alors que de nouveaux ont éclaté, notamment en

Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord. Les menaces que représente le terrorisme continuent à créer un climat d'incertitude dans certains pays. Les engagements pris en matière de gouvernance environnementale, qui figurent dans les trois conventions de Rio, sont mis en œuvre, mais des problèmes de capacités persistent. Des progrès soutenus sont accomplis en matière de gouvernance au service du développement durable aux niveaux régional et sous-régional, mais beaucoup reste à faire au niveau national. Les processus du programme de développement pour l'après-2015 et du suivi Rio+20 fournissent des occasions de relancer la gouvernance du développement durable à tous les niveaux.

## 2.2 Transformation économique et macroéconomique

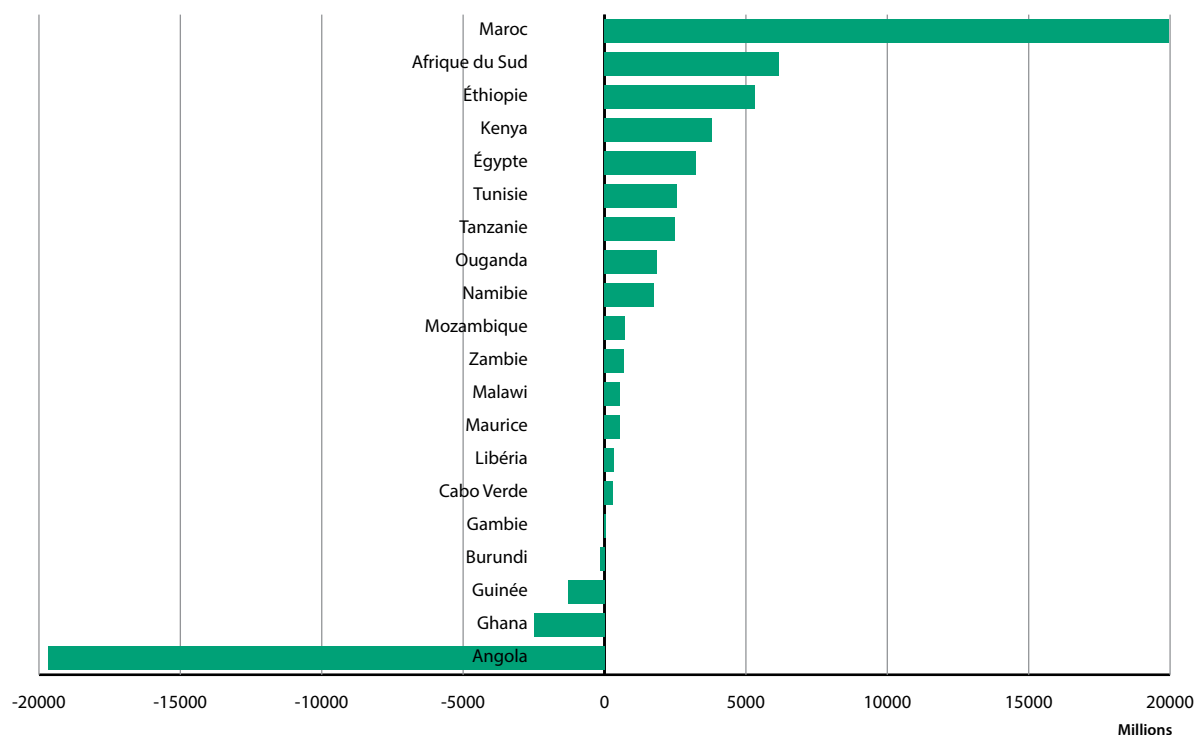
L'Afrique s'affirme peu à peu en tant qu'acteur économique majeur de la scène internationale. Le continent a connu ces dix dernières années une

croissance économique sans précédent, comme en témoignent les éditions 2013 et 2014 du *Rapport économique sur l'Afrique*. L'épargne nette ajustée et autres indicateurs de la transformation économique laissent augurer de nouveaux progrès dans ce domaine. Des résultats mitigés sont observés dans les domaines suivants : commerce et accès aux marchés ; part des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales ; part des exportations agricoles dans le total des exportations ; valeur ajoutée dans l'agriculture ; industrie manufacturière et services ; situation financière et viabilité des finances publiques ; emploi, information et communication.

Même s'il est probable que la croissance économique gagne en vigueur, les résultats en matière d'épargne nette ajustée et autres indicateurs de changements macroéconomiques sont mitigés et l'évolution est minime voire négative. Aucune réelle amélioration n'a été enregistrée en ce qui concerne le commerce, l'accès au marché ou la situation financière

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Épargne nette ajustée	↔	Résultats mitigés, avec des tendances négatives constantes dans de nombreux pays
Commerce et accès aux marchés	↔	Résultats mitigés, variant énormément d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre. Le solde des échanges de biens et services a progressé mais demeure négatif
Part des exportations de produits manufacturés dans le total des exportations	↓	Tendance à la baisse
Part des exportations agricoles dans le total des exportations	↑	Hausse des exportations de produits agricoles pour la plupart à l'état brut
Valeur ajoutée	↓	Tendance à la baisse
Situation financière/viabilité des finances publiques	↔	Résultats mitigés pour la situation globale des finances publiques. PIB augmente dans la plupart des pays, la viabilité de la dette affiche des résultats mitigés et le solde budgétaire est en général négatif
Emploi	↔	Le taux d'emploi par rapport à la population progresse de manière continue, mais le chômage des jeunes s'aggrave
Information et communication	↑	Progrès considérables accomplis dans l'application des TIC pour le développement, le taux de pénétration du téléphone mobile et de l'Internet ayant progressé ces dix dernières années

**Figure 4: Épargne nette ajustée, à l'exclusion des dommages causés par l'émission de particules (en dollars courants) en 2011**



Source : WDI, Banque mondiale. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.ADJ.SVNX.CD>. Consulté le 20 juillet 2013.

**Tableau 1: Croissance du PIB (en pourcentage) en Afrique**

Sous-région	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique	3,5	6,6	4,8	5,3
Afrique centrale	5,2	5,7	5,7	5,4
Afrique de l'Est	6,3	4,5	5,2	5,6
Afrique du Nord	-0,1	9,5	3,9	4,3
Afrique australe	4,0	3,7	4,1	4,6
Afrique de l'Ouest	6,8	6,6	6,7	7,4
Pays exportateurs de pétrole	2,8	8,7	5,2	5,6
Pays importateurs de pétrole	4,3	3,9	4,3	4,8
Afrique, à l'exclusion de la Libye	4,3	4,2	4,5	5,2

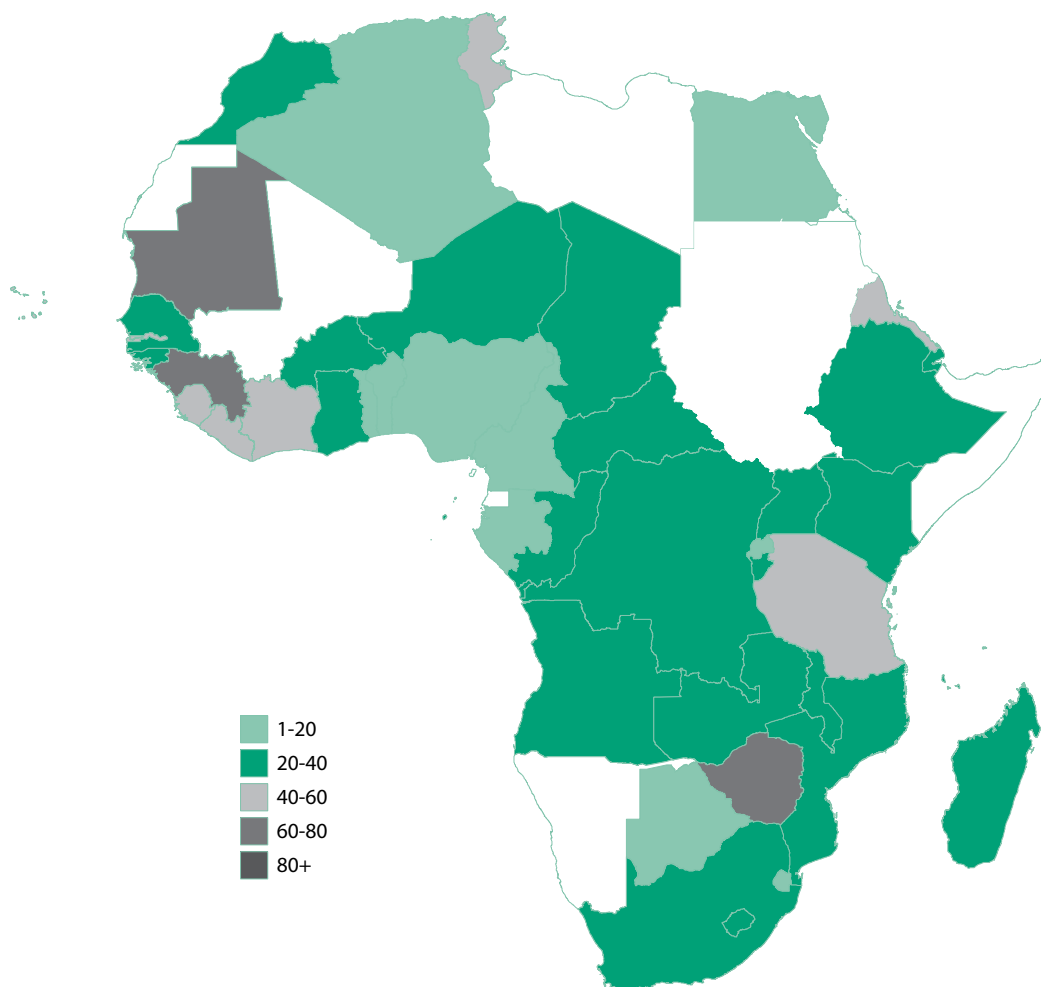
Note : (e) estimations ; (p) projections.

Source : Département des statistiques, Banque africaine de développement (BAD).

(viabilité des finances publiques). Si la part des exportations agricoles dans le total des exportations s'est accrue, la productivité agricole reste faible et le secteur manufacturier peine à se développer. Si les perspectives de transformation économique en Afrique sont positives, les risques internes et externes et le problème du chômage des jeunes persistent,

en raison d'une dépendance excessive à l'égard de l'agriculture et autres secteurs liés à la nature, sans grande valeur ajoutée ni possibilités de création d'emplois. Développer le modèle de la croissance verte et inclusive, soutenir un secteur privé dynamique et introduire des innovations dans le domaine des

**Figure 5: Répartition de l'encours de la dette extérieure (en pourcentage du revenu national brut) des pays en Afrique**



Source : Banque mondiale. <http://data.worldbank.org/indicator/DT.DOD.DECT.GN.ZS>. Consulté le 21 novembre 2012.

TIC sont autant de moyens de valoriser les aspects positifs de la croissance économique.

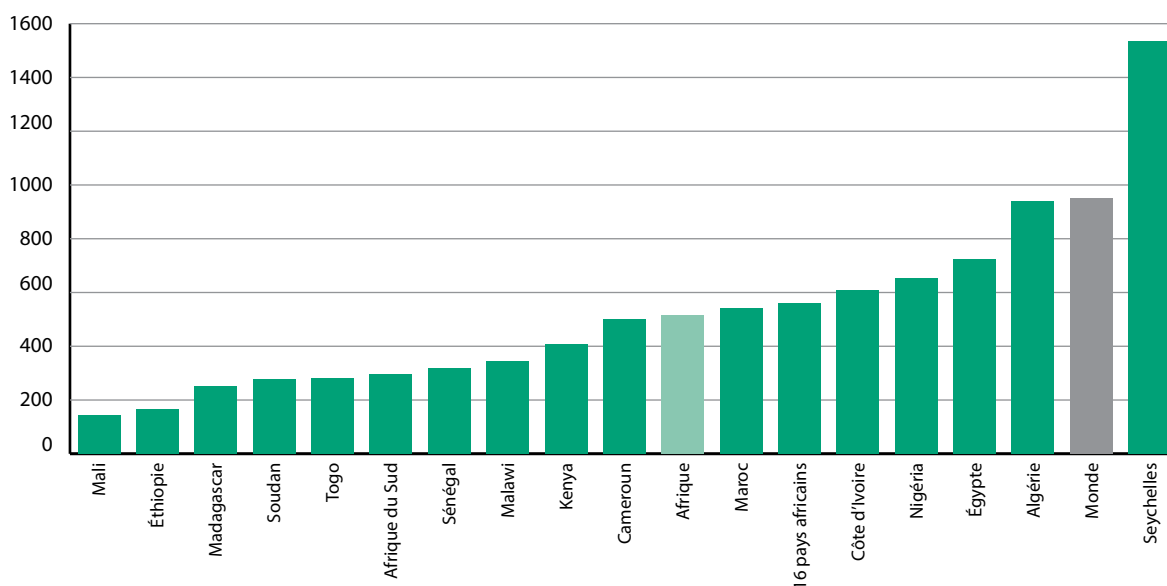
## 2.3 Consommation et production durables

Des progrès ont été accomplis ces dix dernières années sur la voie de la consommation et de la production durables, ce qui sur le plan théorique et pratique est essentiel pour atteindre la croissance verte inclusive et le développement durable. Les gains réalisés sont le résultat d'actions entreprises par les gouvernements africains et par toute une série de parties prenantes, qui complètent d'autres initiatives d'envergure internationale telles que le Processus de Marrakech,

lancé en 2003, en réponse à l'appel du Sommet mondial sur le développement durable. Les pays africains font participer les parties prenantes aux initiatives entreprises dans le cadre décennal de programmes régionaux sur la consommation et production durables. Citons parmi les initiatives en cours l'adoption et la mise en œuvre au plan national de plans d'action et de politiques en matière de CPD, le renforcement des capacités, la formation et la conception et l'utilisation d'outils de CPD dans différents secteurs tels que le tourisme, le bâtiment et le génie civil, la passation de marchés, l'éducation et le mode de vie. Par ailleurs, les parties prenantes produisent et diffusent des supports de communication et de sensibilisation.

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Productivité des ressources	↔	Légère hausse du degré de découplage de l'utilisation non durable des ressources naturelles et de la croissance économique, mais le niveau de productivité ressources/matériel demeure peu élevé
Mode de consommation	↘	Tendance à la baisse due à des habitudes de consommation non durable de la part d'une classe moyenne de plus en plus aisée
Mode de production	↗	Efforts déployés par le gouvernement, les communautés et le secteur privé pour améliorer la responsabilité sociale et environnementale des processus de production
Intensité de la pollution	↗	Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué entre 2002 et 2009 et les pouvoirs publics intensifient les campagnes de sensibilisation sur la réduction de la pollution dans tous les secteurs
Transports durables	↔	Le développement des infrastructures progresse mais de nombreux problèmes restent à régler, dont le manque de gouvernance en matière de transport, la défaillance des réseaux et la question de la sécurité routière

Figure 6: Productivité ressources/matériel en 2008



Source : CNUCED (2012).

Les progrès en matière de consommation et production durables sont mitigés. La productivité des ressources demeure faible et la légère amélioration de la courbe de la production a été neutralisée par un recul de la consommation durable qui résulte des habitudes de consommation non durable d'une classe moyenne aisée en plein essor. Ce nouveau phénomène met en péril l'intégrité environnementale avec la production accrue de déchets et une demande de plus en plus forte de biens et services écologiquement sensibles. Les progrès réalisés en matière de production durable sont dus aux efforts déployés par les

pouvoirs publics, les communautés et le secteur privé pour améliorer la responsabilité sociale et environnementale des processus de production. Les progrès en matière d'intensité de la pollution sont appréciables : les émissions de gaz à effet de serre ont reculé entre 2002 et 2009, les pouvoirs publics intensifiant les campagnes et la sensibilisation à la réduction de la pollution dans tous les secteurs. Les transports durables restent un sujet de préoccupation. Si le développement des infrastructures a progressé, les problèmes demeurent nombreux concernant le nombre de tués sur les routes, une mauvaise gouvernance

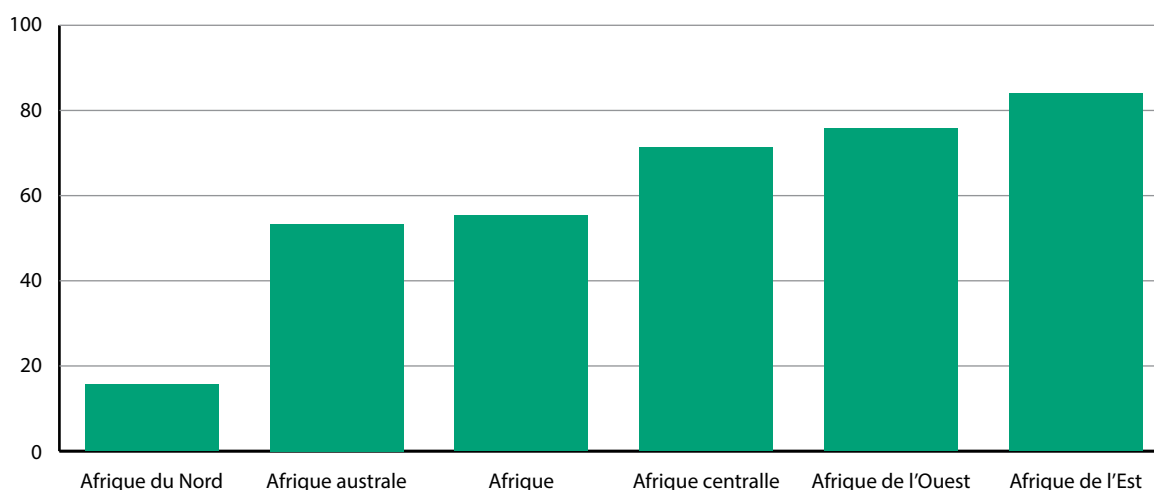
des transports, la défaillance des réseaux et une hausse des émissions de gaz à effet de serre due aux voitures. Pour accélérer l'instauration d'une consommation et d'une production durables, les pouvoirs publics doivent introduire des cadres d'action plus cohérents qui agissent sur l'offre et la demande en matière d'utilisation des ressources naturelles, et améliorer la réalisation et la mise en œuvre des politiques existantes. La consommation et la production durables requièrent des actions et la mise en œuvre de la responsabilité dans tous les secteurs, et des mesures urgentes doivent être prises pour renforcer les capacités.

## 2.4 Énergie

Des sources d'énergie propre sont la condition indispensable à la croissance verte et inclusive, alors que l'accès à des services d'énergie modernes est un moteur important de la croissance économique et du développement social (AIE, 2012 ; PNUE, 2012). La fourniture de services de base tels que la santé, l'éducation et l'eau se fonde sur des sources d'énergie modernes. Des formes d'énergie renouvelables et modernes améliorent par ailleurs la productivité et le niveau de vie, la protection de l'environnement, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Exploiter le potentiel d'énergies renouvelables de

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Renouvelables/non-renouvelables dans le bouquet énergétique primaire total	↔	Progression à l'échelle du continent de l'utilisation d'énergie renouvelable, avec hausse des investissements, mais la part des combustibles fossiles dans le total n'a pas varié entre 2002 et 2010
Sécurité énergétique	↓	La hausse des importations d'énergie dans de nombreux pays continue à compromettre la sécurité énergétique
Intensité énergétique	↔	Tendances divergentes dans l'énergie consommée par unité de production
Durabilité des sources d'énergie	↗	Augmentation des énergies renouvelables dans plusieurs pays
Prix de l'énergie	↓	La capacité de production insuffisante, entre autres facteurs, fait que le tarif moyen de l'électricité demeure supérieur au tarif moyen mondial

**Figure 7: Part de l'énergie renouvelable dans l'offre totale d'énergie primaire (en pourcentage) en 2009**



Source : Centre de développement de l'OCDE, basé sur l'AIE.

Data source: OECD Development Centre based on IEA (2009)

la région est un moyen de réaliser la croissance verte et inclusive.

Le secteur de l'énergie s'est globalement amélioré, comme en témoignent le développement substantiel des investissements et la diversification des sources d'énergie, ainsi que les investissements en provenance de sources locales et extérieures. En dépit de l'énorme potentiel en ressources énergétiques de la région, nombre de pays doivent encore créer un environnement propice aux investissements pour le développement du secteur. S'y ajoute le problème de la taille réduite des marchés et des systèmes énergétiques en Afrique, qui rend difficile le développement d'entreprises rentables. On constate une hausse globale, certes modeste, de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, un nombre croissant de pays renforçant les investissements et l'accès à l'énergie solaire, éolienne et hydraulique. La sécurité énergétique demeure un problème, les importations d'énergie misant de moins en moins sur la production locale, avec une hausse nette des importations énergétiques dans de nombreux pays. Les tendances sont divergentes en matière d'énergie consommée par unité de production, et la part des combustibles fossiles dans la consommation d'énergie totale n'a pas varié entre 2002 et 2010. Les prix de l'énergie en Afrique demeurent élevés. La capacité de production insuffisante fait que le tarif moyen de l'électricité demeure supérieur au

tarif mondial, compte tenu du coût de production élevé et d'investissements faibles. Beaucoup reste à faire pour développer le secteur énergétique en Afrique.

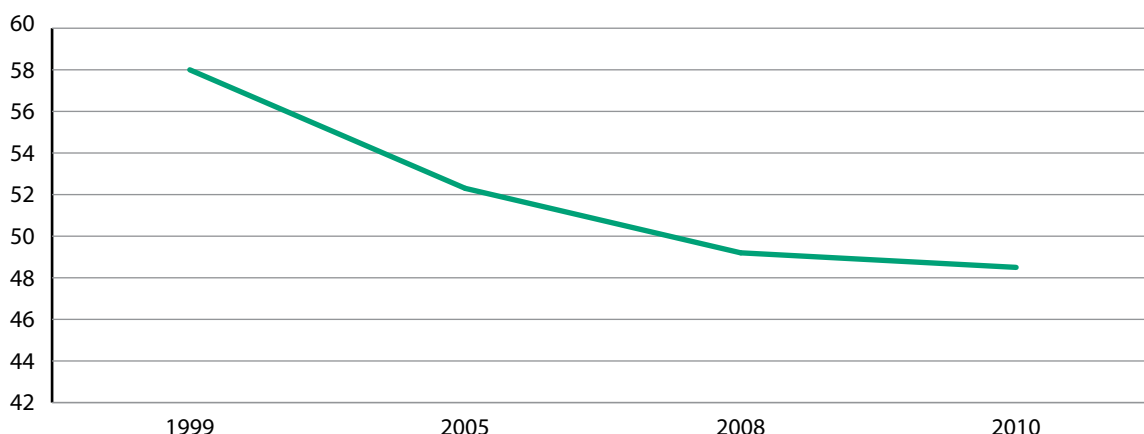
## 2.5 Pauvreté

La pauvreté est à la fois une mesure et un élément déterminant du développement durable. En dépit d'une croissance économique vigoureuse pendant plus de dix ans, l'élimination de la pauvreté tarde à venir. La croissance remarquable qu'ont connu récemment des pays africains n'a réduit la pauvreté que marginalement (CEA, 2012), alors que l'inégalité des revenus, l'accès à des services sanitaires et à de l'eau salubre, l'accès à l'électricité et à des services énergétiques modernes et l'accès à un logement décent continuent de stagner.

En 2010, 330 millions de personnes en Afrique (hors Afrique du Nord) n'avaient pas accès à de l'eau potable, et près de 590 millions n'avaient pas accès à des installations sanitaires adéquates. Les zones rurales restent largement sous-équipées, avec seulement 23 % de la population rurale de l'Afrique subsaharienne ayant accès en 2010 à des services sanitaires adéquats (CEA, UA, BAD et PNUD, 2013).

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Pauvreté- proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour		Amélioration de cet indicateur, mais au moins 50% de la population en Afrique subsaharienne vit toujours avec moins de 1,25 dollar par jour
Inégalités des revenus		L'inégalité des revenus persiste, les pauvres et les personnes vulnérables n'ayant toujours pas de possibilités pour sortir de la pauvreté
Accès à l'eau et aux services sanitaires		Si la part de la population ayant accès à de l'eau salubre a augmenté, l'Afrique demeure la région la plus démunie, et les disparités entre les zones rurales et urbaines persistent
Accès à l'électricité et aux services énergétiques modernes		L'accès à l'électricité est toujours limité, alors que le continent est richement doté en combustibles fossiles et en ressources renouvelables
Accès à un logement décent		La part de la population urbaine vivant dans des taudis a reculé, alors qu'en chiffres absolus, elle continue à augmenter.



**Figure 8: Proportion (en pourcentage) de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en Afrique (hors Afrique du Nord)**

Source : Rapport OMD 2013.

**Tableau 2: Pays d'Afrique subsaharienne dont les résultats sont supérieurs à la moyenne régionale quant à la part de leur population 2010 ayant accès depuis 1995 à des sources d'eau potable de qualité**

Pays	Population en 2010 (millions)	Taux d'approvisionnement en eau 2010 (%)	Population qui depuis 1995 a accès à des sources d'eau potable de qualité	Progrès OMD	Proportion de la population 2010 ayant accès depuis 1995 à des sources d'eau potable de qualité (%)
Malawi	14,9	83	7,2	En bonne voie	48,4
Burkina Faso	16,5	79	7,5	En bonne voie	45,5
Libéria	4,0	73	1,7	En bonne voie	42,8
Ghana	24,4	86	10,3	En bonne voie	42,3
Namibie	2,3	93	0,9	En bonne voie	40,6
Gambie	1,7	89	0,7	En bonne voie	37,7
Rwanda	10,6	65	3,3	Loin du but	30,7
Sierra Leone	5,9	55	1,6	Loin du but	27,0
Togo	6,0	61	1,6	Loin du but	26,1
Afrique subsaharienne	856	61	221	Loin du but	25,8

Source: UNICEF (2012)

L'Afrique n'est pas en passe de réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement qui prévoit de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2015. L'inégalité de revenus persiste, les pauvres et les personnes vulnérables n'ayant toujours pas de possibilité pour sortir de la pauvreté. Si la part de la popula-

tion ayant accès à de l'eau salubre a augmenté de 16 % de 1990 à 2008, l'Afrique demeure la région la plus défavorisée en termes d'accès. Les disparités entre zones rurales et urbaines persistent. Alors que le continent est richement doté en combustibles fossiles et en ressources renouvelables, la pauvreté énergétique est monnaie

courante dans la région, avec 650 millions d'habitants n'ayant pas accès à l'électricité (AIE, 2012). À l'heure actuelle, quelque 25 pays d'Afrique subsaharienne subissent régulièrement des crises d'énergie ou de fréquences pannes d'électricité. La région est toujours majoritairement déficitaire en énergie, avec une dépendance croissante à l'égard de la biomasse et des combustibles fossiles, comme sources primaires d'énergie pour la cuisine et l'éclairage des pauvres dans les zones rurales.

La proportion de la population urbaine vivant dans des taudis a reculé même si, en chiffres absolus, elle continue de croître. Face à l'absence de réels progrès pour éliminer la pauvreté en Afrique, il est nécessaire de réformer en profondeur la gouvernance et les institutions pour engager la responsabilité de l'État, accroître la qualité de la prestation des services, et améliorer l'environnement global sur le plan social et économique. Renforcer les capacités pour faire face aux chocs économiques, notamment les crises alimentaire, énergétique et financière, et les catastrophes naturelles et celles liées au changement climatique, contribuera de manière significative à éliminer la pauvreté extrême. Renforcer l'innovation au service de la productivité et de la durabilité dans tous les secteurs donnera un nouvel élan à ces activités et ouvrira des perspectives de croissance verte et inclusive et de transformation économique durable.

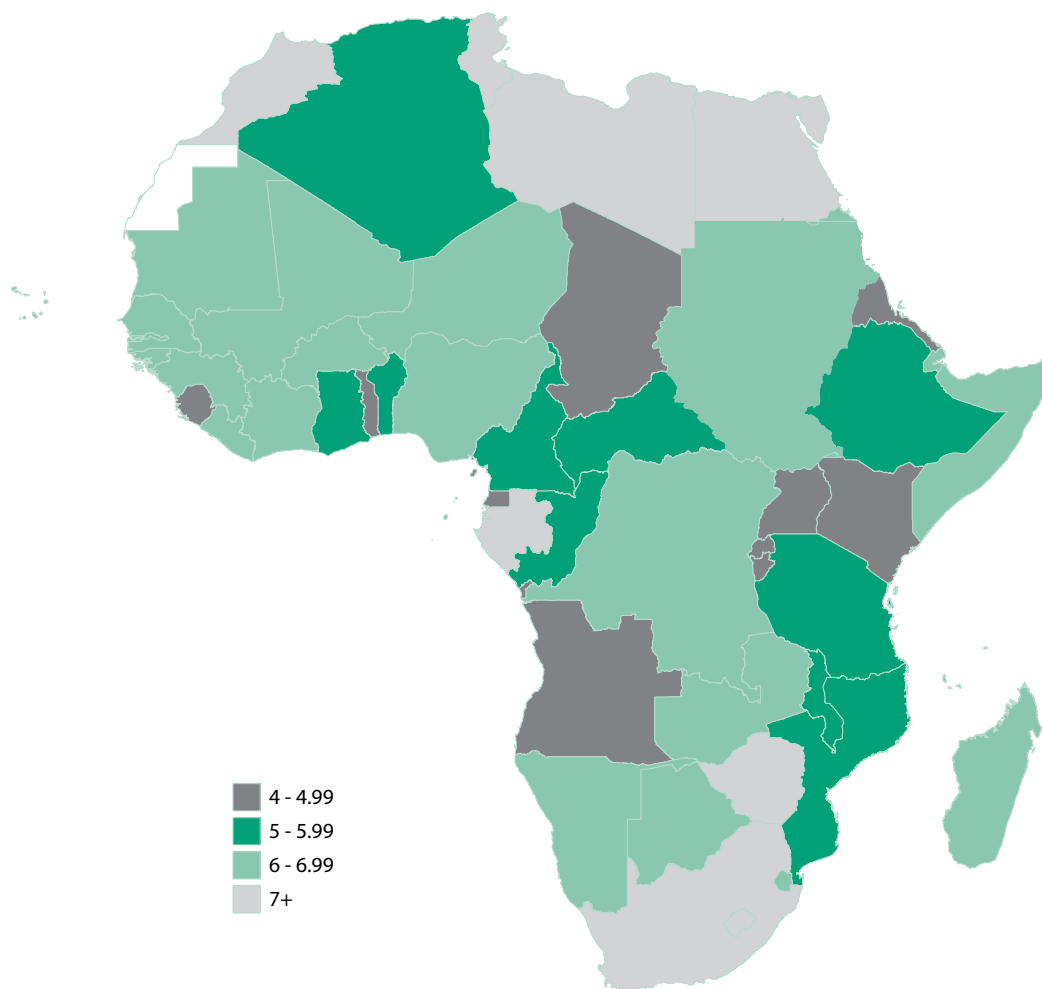
## 2.6 Changements démographiques

Les tendances démographiques des dix dernières années pour les zones rurales et urbaines et les sous-régions sont mitigées. Les changements démographiques sont des moteurs importants du développement durable et ont des effets directs sur la croissance verte et inclusive (DAES, 2013). L'Afrique a connu des changements significatifs dans la structure de la population en raison d'un accroissement du taux de dépendance, d'une croissance de la population en chiffres absolus et de l'urbanisation. Les taux de croissance de la population et de l'urbanisation ont toutefois reculé en 2011. Le développement durable doit inclure des activités capables de compenser les effets négatifs d'une population en expansion sur les impératifs du développement économique, social et environnemental.

L'évolution de la structure de la population offre l'occasion de tirer parti du dividende démographique. Le dividende démographique est la croissance économique accélérée que peut provoquer une baisse rapide de la fécondité dans un pays, et l'évolution de la pyramide des âges qui en résulte (DAES, 2011). Compte tenu de la baisse de la fécondité qui s'amorce, le recul du nombre de naissances et l'augmentation de la population en âge de travailler permettront de réduire le taux de dépendance. Cette situation peut favoriser une croissance économique rapide si des politiques efficaces sont mises en place, et si des investisse-

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Changements démographiques : taux de dépendance des personnes âgées	↘	Le taux de dépendance lié à l'âge augmente en raison du taux de chômage élevé parmi les jeunes
Croissance de la population	↔	La population de l'Afrique continue à augmenter en termes absolus, mais les taux de croissance démographique sont en baisse. Pour autant, les chiffres sont très variables d'une sous-région à l'autre, et même d'un pays à l'autre au sein de la même sous-région
Peuplement : urbanisation	↔	Si le taux d'urbanisation baisse de manière générale, la population urbaine en Afrique continue à augmenter et devrait atteindre le taux d'urbanisation de 50% en 2035

**Figure 9: Proportion de personnes dépendantes pour 100 personnes en âge de travailler durant la période 2002-2011**

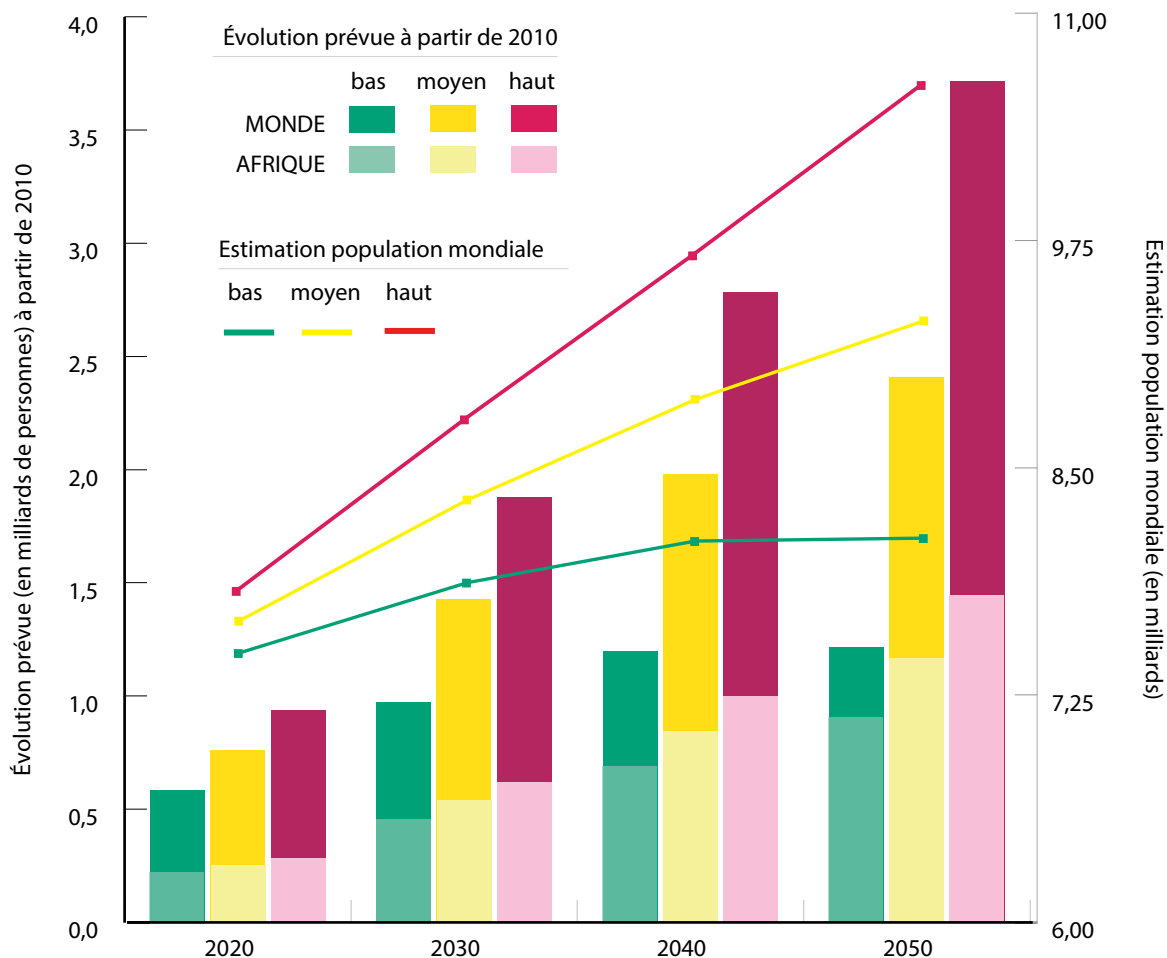


*Source :* Banque mondiale. <http://data.worldbank.org/indicator/SPPOP.DPND.OL> 2013. Consulté le 15 novembre 2013.

ments appropriés sont réalisés dans le domaine social et économique. Ce qui se passe en Asie et en Amérique latine est riche d'enseignements : plusieurs pays ont relevé des défis du même ordre en améliorant la santé et l'éducation, en attirant des investissements étrangers, et en adoptant des politiques économiques qui ont dopé la création

d'emplois et ont donné une impulsion à la croissance économique, autrement dit en tirant profit du dividende démographique. De plus, des efforts sont nécessaires pour préserver cet atout de façon à inciter les citoyens et les pays à accumuler plus de richesses et à investir davantage dans le capital humain.

**Figure 10: Estimation de la croissance démographique en Afrique, 2010-2050**



La croissance démographique est plus rapide en Afrique que dans d'autres régions du monde, ce qui augmente la vulnérabilité aux effets du changement climatique et compromet les efforts déployés en matière de développement durable. En effet, la plupart des politiques de développement subsahariennes font valoir que la croissance démographique rapide de la région fait obstacle aux efforts déployés pour éradiquer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, préserver l'environnement et améliorer le bien-être des Africains. urce : Établi à partir de données de la Division de la population de l'ONU, 2011.

## 2.7 Dimension hommes-femmes

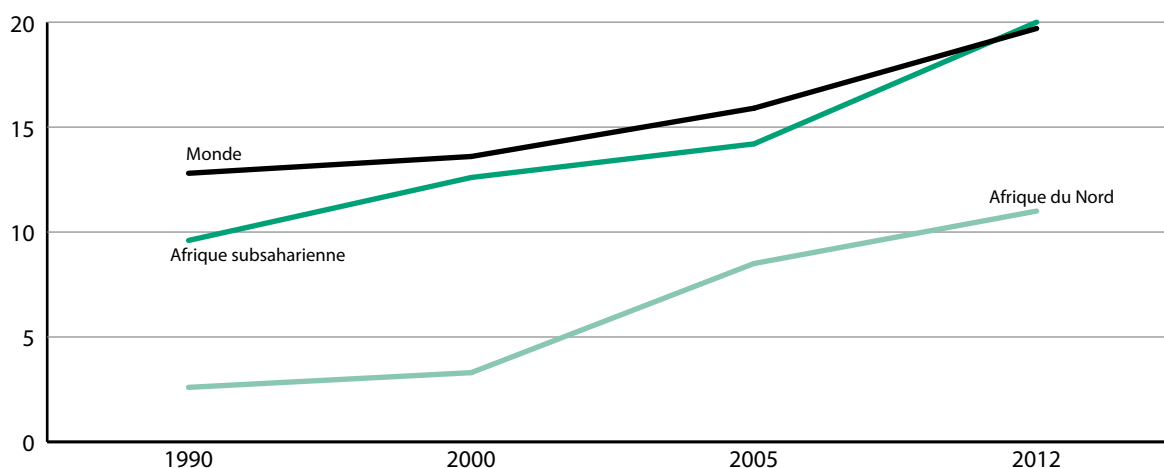
L'égalité entre les sexes agit sur les résultats du développement durable dans tous les secteurs. Les considérations d'égalité entre les sexes permettent de privilégier le développement axé sur les êtres humains, lequel donne la priorité à l'expansion des capacités, à l'éradication de la pauvreté et à la réduction de toutes les formes d'inégalités et promeut les droits de tous les groupes de population, notamment les femmes et les jeunes. L'égalité entre les sexes a progressé ainsi que l'autonomisation des femmes, la part de sièges par-

lementaires occupés par des femmes, et la part de femmes dans l'emploi salarié non agricole. Pour autant, aucun progrès notable n'a été enregistré s'agissant de l'écart de salaire global entre les sexes. Rien n'a vraiment été fait pour améliorer l'accès des femmes à la terre. L'accès des femmes au crédit, notamment aux programmes de micro-crédit s'est amélioré dans quelques pays.

En dépit des progrès accomplis, instaurer l'égalité des sexes en Afrique demeure un problème. Les beaux discours qui dominent la scène politique et du développement sont rarement suivis d'actions concrètes. Nombre de pays africains figurent

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique	→←	Résultats mitigés avec des progrès en matière de sensibilisation, mais les inégalités entre les sexes persistent dans l'emploi, l'éducation, l'accès aux ressources et la représentation politique formelle et informelle
Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes	→←	Si le nombre de sièges parlementaires occupés par des femmes dans toutes les régions a augmenté entre 2002 et 2012, la représentation des femmes demeure faible
Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole	→←	La part des femmes dans l'emploi salarié dans les secteurs non agricoles a augmenté dans l'Afrique subsaharienne, mais n'a pratiquement pas changé en Afrique du Nord
Inégalités de revenus entre les femmes et les hommes	→←	Aucun progrès réel n'a été accompli depuis dix ans pour combler l'inégalité salariale entre hommes et femmes
Accès des femmes à la propriété foncière	→←	L'accès des femmes à la propriété foncière progresse peu à peu mais demeure faible comparativement aux hommes
Accès au crédit	→←	L'accès des femmes aux sources formelles de crédit demeure très limité, mais des mécanismes de microcrédit au profit des femmes pauvres se développent par le biais d'associations locales et d'organisations non gouvernementales

**Figure 11: Pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes**



Source : Nations Unies. Rapport OMD 2012.

au bas de l'indice sexospécifique de développement humain (PNUD, 2012a). Ce dernier a relevé le niveau d'inclusion sociale pour les femmes et les jeunes dans les processus de développement. Les pays doivent s'efforcer d'élargir les perspectives économiques pour les femmes et pour les jeunes en créant les conditions leur permettant de prendre davantage leur vie en main, et de renforcer leur participation et leur prise de décision. L'amélioration continue du niveau d'éducation des femmes et des jeunes leur permettra d'élargir

leur horizon. La situation des femmes et des enfants sur le plan de la santé et de la fécondité s'en trouvera améliorée. Les politiques stratégiques visant à améliorer les revenus des femmes et des jeunes doivent prendre en considération les différences entre les sexes au sein des ménages et les pratiques culturelles. Également important : les réformes politiques et sociales qui renforcent les droits de la femme, notamment la liberté, la dignité, la participation, l'autonomie et l'action collective.

## 2.8 Éducation

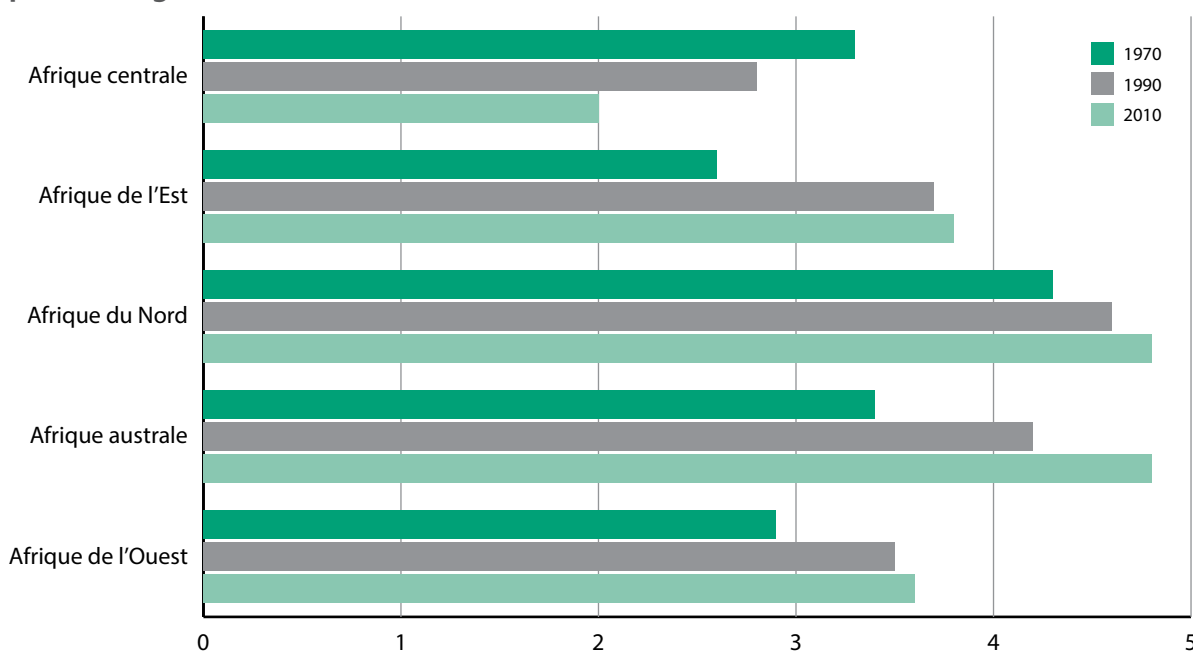
L'Afrique continue à améliorer l'accès à l'éducation. L'éducation est indispensable pour renforcer la capacité à mettre en œuvre le développement durable. Les taux actuels de compétences en lecture/écriture et calcul sont insuffisants pour répondre aux demandes des économies qui se développent et se diversifient rapidement (Gauci et Tsafack-Temah, 2011). Il est nécessaire que le capital humain soit en phase avec la croissance économique afin d'offrir les ressources humaines très demandées, et de combler le fossé en matière de technologie et d'innovation pour assurer la croissance et le développement dans la région. Si de réels progrès ont été réalisés pour atteindre

les objectifs fixés en matière d'éducation, ces résultats doivent être consolidés.

Les dépenses publiques et privées d'éducation par habitant augmentent. Un plus grand nombre d'élèves inscrits en première année parviennent en dernière année de l'école primaire, soit une progression du taux d'achèvement du cycle primaire. Le taux d'alphabétisation des adultes s'améliore également, avec un meilleur accès aux services d'éducation dans la région. Ces résultats tiennent à la mise en œuvre de programmes tels que l'éducation universelle primaire et secondaire, et à l'instauration de subventions et d'incitations à différents niveaux. L'indice de parité entre les sexes progresse dans la plupart des sous-régions

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Dépenses d'éducation	↗	Hausse des dépenses publiques et privées par habitant en matière d'éducation
Niveau d'éducation	↗	Progression du taux d'achèvement du cycle primaire, de plus en plus d'élèves atteignant le dernier niveau de l'école primaire
Alphabétisation	↗	L'évolution du niveau d'alphabétisation est globalement positive, l'accès à l'éducation progressant dans la région
Égalité des sexes dans l'éducation	↔	Des progrès ont été réalisés dans l'éducation primaire et secondaire, mais beaucoup reste à faire pour assurer la parité au niveau supérieur

**Figure 12: Dépenses d'éducation en proportion du revenu national brut (en pourcentage)**



Source: African Economic Outlook 2013

et des pays. Parvenir au développement durable, notamment la capacité d'innover, dépend d'une masse critique de personnes éduquées et compétentes, d'où la nécessité de consolider les acquis obtenus dans le secteur éducatif.

## 2.9 Santé

La santé des êtres humains est à la fois un élément déterminant et le résultat des activités menées en faveur du développement durable. La santé est en lien direct avec la production et la consommation d'aliments sains. Respecter les normes écologiques et le maintien de la qualité environnemen-

tale permet en outre d'améliorer la santé des êtres humains. Investir dans les programmes de santé pour la main d'œuvre améliorera la productivité du travail. Développer des innovations dans tous les secteurs, notamment des systèmes de transport écologiques, des urbanisations et des logements résistants aux aléas du climat, l'approvisionnement en eau potable à partir de ressources durables, une énergie propre pour tous, et placer la santé au centre des stratégies est la garantie d'avantages collectifs de grande ampleur, notamment pour les pauvres et les personnes vulnérables (OMS, 2013). Des progrès appréciables ont été réalisés dans différents domaines de la santé en Afrique.

Indicateur/thème	Tendance vers la durabilité	Observations
Espérance de vie à la naissance, par sexe	↗	En hausse, en phase avec l'amélioration générale de la santé, de la sensibilisation et de la réduction des décès prématurés dus au VIH/sida
Morbidité/état de santé et risque	↗	Baisse de l'incidence/prévalence de la tuberculose, VIH/sida et paludisme
Mortalité (moins de cinq ans)	↗	Réduction significative de la mortalité des moins de cinq ans et des décès de femmes enceintes grâce à l'amélioration des soins de santé, de la vaccination et de la prévention et des traitements
Prévention et traitement	↗	Accès accru aux services de prévention et de traitement grâce à une plus grande couverture et à l'accès au personnel médical et aux installations médicales
Atmosphère/qualité de l'air	↗	Baisse de l'incidence des problèmes de santé liés à la pollution grâce à une plus grande sensibilisation et à des mesures préventives accrues
Dépenses publiques de santé par habitant	↔	Limitées mais hausse du niveau des investissements dans le secteur de la santé

**Figure 13:** Espérance de vie à la naissance pour les femmes (à gauche) et pour les hommes (à droite)








Source : Statistiques sanitaires mondiales 2013, OMS, <http://gamapserver.who.int/mapLibrary/app/searchResults.aspx>

En dépit de progrès constants dans le domaine de la santé, l'Afrique est confrontée à la plus grave crise mondiale en matière de santé publique (OMS 2014). Le rapport 2014 de l'OMS indique que le VIH/sida continue de dévaster la région qui, avec 11 % de la population mondiale, représente 60 % des personnes atteintes du VIH/sida. De plus, sur les 300 à 500 millions de cas de paludisme estimés qui chaque année se déclarent dans le monde, plus de 90 % surviennent en Afrique, principalement chez des enfants âgés de moins de cinq ans, même si la plupart des pays appliquent de meilleures politiques de traitement. La plupart des pays africains font de réels progrès en matière de prévention des maladies infantiles, notamment la polio et la rougeole, grâce aux campagnes de vaccination. Des obstacles demeurent, notamment le taux élevé de mortalité maternelle et néonatale et la pression exercée sur les systèmes de santé africains en raison de maladies contagieuses mortelles, couplées à une hausse des taux de maladies non contagieuses telles que le cancer, l'hypertension et les troubles coronariens. Renforcer le système de santé et prendre des mesures en matière d'hygiène de base et d'éducation sanitaire sont le meilleur moyen de relever les défis du continent en matière de santé. Des programmes de développement durable qui améliorent ou préservent la qualité de l'eau, de l'air et d'autres services et biens environnementaux permettront d'alléger les budgets nationaux en matière de santé et contribueront à assurer une main-d'œuvre en bonne santé.

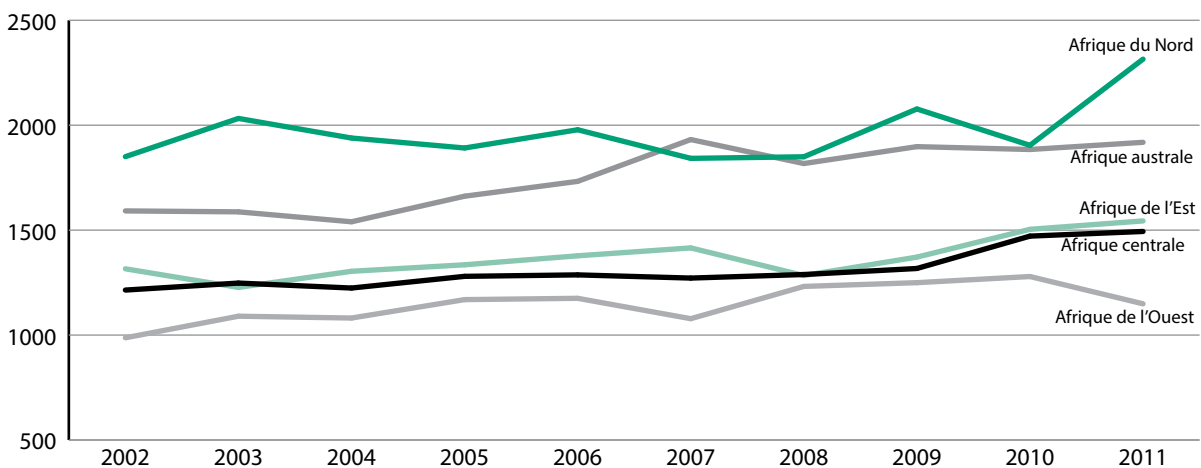
## 2.10 Agriculture et sécurité alimentaire

La plupart des Africains tirent leurs moyens d'existence de l'exploitation des ressources naturelles, et leurs activités sont liées au principal secteur économique, l'agriculture, qui emploie environ 60 % de la population totale. L'agriculture demeure de loin le secteur le plus important qui permet de sortir les gens de la pauvreté, surtout dans les zones rurales, grâce à la création de revenus et à la sécurité alimentaire. Les pays africains continuent à participer au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine qui sert de cadre à la croissance de la productivité agricole. L'agriculture, le fondement de la sécurité alimentaire, contribue pour environ un tiers au PIB de la région (BAD ; PNUD, 2012b).

L'agriculture demeure un moteur essentiel de la transformation de l'Afrique en raison des possibilités qu'elle offre en matière de valeur ajoutée, d'accroissement de la productivité du travail, de la terre et de la croissance verte et inclusive. Il s'agit avant tout d'accroître le rendement des produits de base et de résoudre les problèmes que rencontrent les petits exploitants de façon à améliorer la situation de la sécurité alimentaire et à faire baisser les prix des aliments. La prospérité entraînant un changement de régime alimentaire des Africains, la part des produits de base tels que les céréales, les racines et les tubercules va continuer à diminuer, tandis que celle de la viande, des pro-

Indicateur	Tendance vers la durabilité	Observations
Indice de la production alimentaire		Hausse globale de la production alimentaire, essentiellement due à la production de céréales et de bétail
Production agricole		Hausse de la production agricole, grâce à l'intensification de l'agriculture et à l'expansion des terres cultivables irriguées
Pratiques agricoles		Peu de progrès, mais des possibilités dans le domaine des techniques agricoles vertes et des biotechnologies modernes
Sécurité alimentaire		La situation de l'Afrique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'aggrave et les progrès sont lents en ce qui concerne l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire la faim
Situation nutritionnelle		Amélioration globale de la situation nutritionnelle, mais de nombreux défis demeurent en matière de nutrition des enfants, malnutrition et maladies



**Figure 14: Évolution du rendement céréalier (en kg par hectare)**

Source : WDI, Banque mondiale. [data.worldbank.org/indicator/AG.YLD.CREL.KG](http://data.worldbank.org/indicator/AG.YLD.CREL.KG). Consulté le 7 juin 2013.

duits laitiers et des oléagineux ne cessera d'augmenter. De même, la production de bétail sera centrale pour la sécurité alimentaire.

Il convient de favoriser la hausse de la production, avec une croissance plus faible du nombre d'animaux, et une baisse correspondante de la dégradation environnementale liée au pâturage ou aux déchets. La production végétale peut aussi être dopée en augmentant la superficie cultivée, la fréquence des cultures (souvent grâce à l'irrigation) et en intensifiant les rendements. Pour importante que soit la hausse de la productivité, elle doit s'accompagner de la protection ou de la restauration de l'environnement. De nouvelles technologies sont nécessaires pour les zones souffrant de pénurie d'eau ou de terre, ou en cas de sols spécifiques ou de problèmes climatiques. Les biotechnologies peuvent aussi contribuer à remédier à certains problèmes : résistance à la sécheresse, engorgement des sols, acidité des sols, salinité et températures extrêmes. En particulier, les variétés résistantes aux parasites peuvent diminuer la quantité de pesticides nécessaire, augmentant de ce fait les perspectives d'agriculture verte. Diverses technologies tout aussi prometteuses permettront sans doute d'augmenter la production, tout en améliorant la protection de l'environnement. Certaines de ces technologies, basées sur les TIC, devront être adoptées car elles offrent de

nombreuses possibilités en matière d'adaptation au changement climatique.

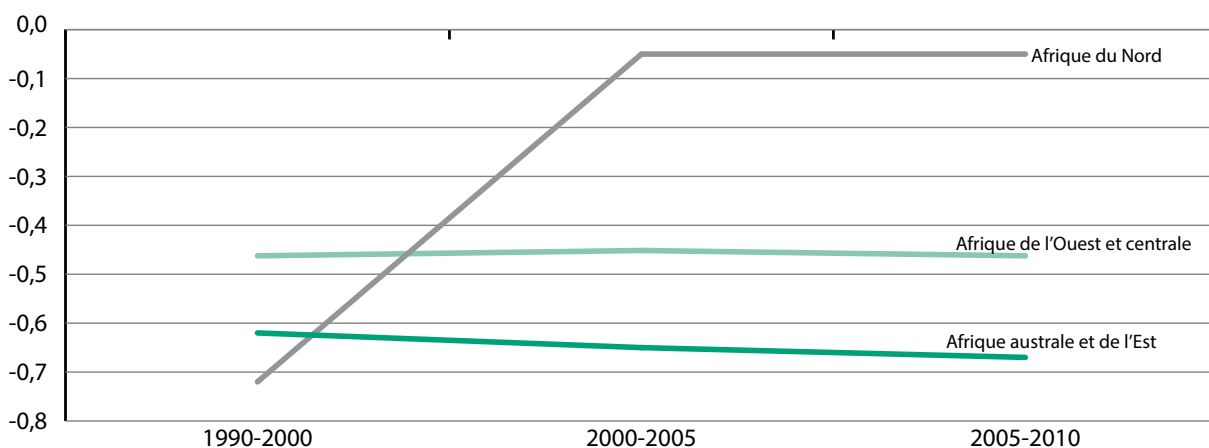
## 2.11 Ressources naturelles

Les ressources naturelles de l'Afrique (terre, sol, eau, forêt, biodiversité, écosystèmes marins et ressources minérales) forment le socle de la production primaire et soutiennent la plupart des secteurs qui jouent un rôle moteur dans le développement socioéconomique du continent. L'agriculture, le tourisme, l'industrie, le secteur minier et de nombreuses formes de commerce local, national, régional et international prospèrent grâce aux biens et aux services fournis par les ressources naturelles. Les modes de consommation et de production basés sur ces ressources déterminent par ailleurs le rythme du développement durable (SDSN, 2013). L'Afrique s'engageant sur la voie de la croissance durable, la gestion du capital naturel est un facteur déterminant.

Les progrès réalisés dans la gestion durable de la base de ressources naturelles en Afrique sont mitigés. Le taux de perte du couvert forestier recule et si la variation globale du couvert forestier est positive, elle demeure négligeable. De plus en plus de terres sont touchées par la désertification et la proportion de personnes vivant sur des sols dégradés, globalement, et dans des zones urbaines

Indicateur/thème	Tendance vers la durabilité	Observations
Forêts	↔	Le taux de perte de couvert forestier diminue, et l'évolution globale du couvert forestier est positive mais négligeable
Terre	↓	Une superficie plus importante est touchée par la désertification et la proportion de personnes vivant sur des sols dégradés augmente
Biodiversité	↗	Amélioration de la conservation de la biodiversité avec davantage de zones terrestres protégées au niveau national, recul du pourcentage exprimant la variation des zones humides et des espèces menacées
Ressources minérales	↗	La part de l'Afrique dans la production et les réserves mondiales des principales ressources minérales augmente, avec une exploitation accrue et la découverte de nouvelles réserves
Ressources en eau douce	↓	La proportion des ressources totales en eau utilisées par rapport aux ressources renouvelables disponibles, et par secteur, augmente
Ecosystème marin	↓	Le nombre d'espèces menacées de poissons augmente, et de plus en plus de stocks de poissons sont exploités au-delà des seuils de sécurité biologique

**Figure 15: Taux de variation annuelle du couvert forestier (en pourcentage)**



Source : Évaluation globale des ressources forestières 2010 (FRA 2010), FAO.

et rurales, augmente. On constate une nette amélioration de la conservation de la biodiversité, le nombre de zones terrestres protégées au niveau national augmentant, et le pourcentage de variation des zones humides et des espèces menacées diminuant. Le prélèvement d'eau par l'industrie, l'agriculture et à des fins domestiques augmente sous l'effet d'une demande plus soutenue et d'une utilisation de l'eau qui reste peu efficace. Le nombre d'espèces de poissons menacés augmente, de plus en plus de stocks étant exploités au-delà des seuils de sécurité biologique. L'application des principes de la croissance verte et inclusive est l'occasion d'utiliser et de gérer rationnellement ces atouts naturels pour le bien

des générations présentes et futures. Ce qui exige une bonne gouvernance, des politiques et des institutions à valeur ajoutée qui favorisent les liens en amont et en aval avec le reste de l'économie, permettant ainsi d'assurer la diversification, de réduire les vulnérabilités et d'accroître la compétitivité en vue d'atteindre les résultats souhaités sur le plan économique, social et environnemental.

## 2.12 Changement climatique

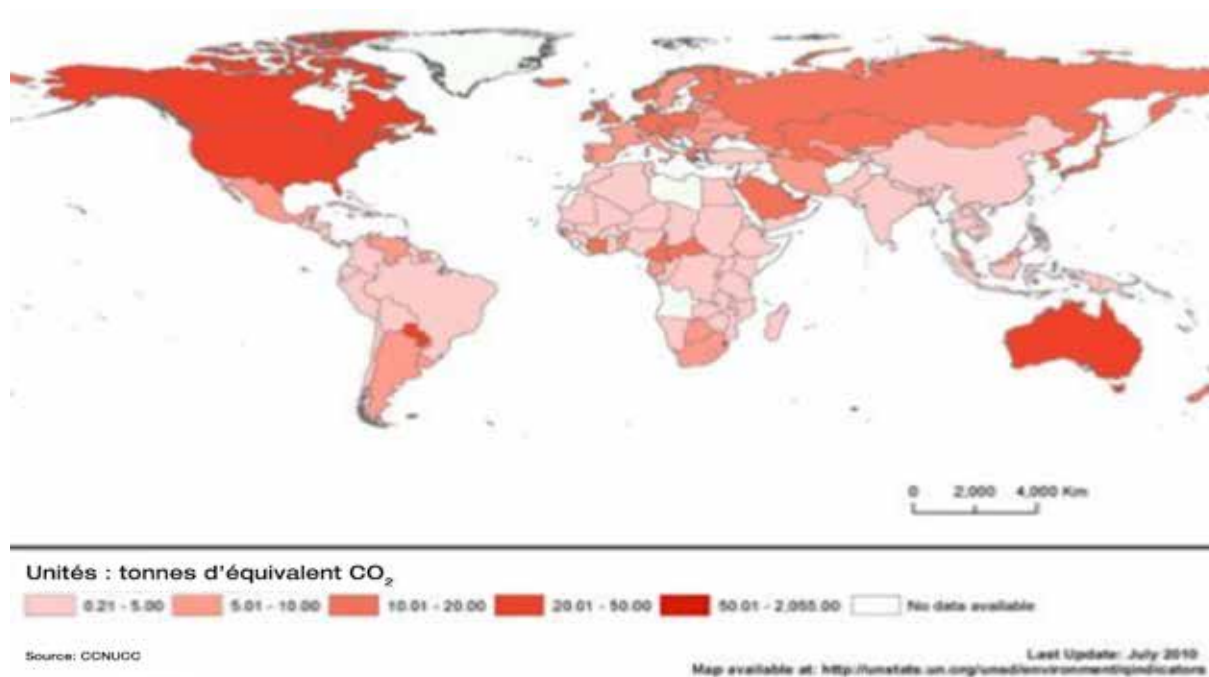
Instaurer le développement durable nécessite de prendre des mesures face au changement et à la variabilité du climat qui constitue un défi mondial

inévitable qu'il est urgent de relever et qui a des implications à long terme sur les systèmes humains et écologiques. L'impact du changement climatique en Afrique devient de plus en plus évident et les processus politiques, les investissements et les efforts déployés pour y faire face s'intensifient. Si les progrès sont réguliers, la tâche est ardue compte tenu de l'ampleur des impacts et des incertitudes qui y sont liées.

L'Afrique demeure le continent qui émet le moins de gaz à effet de serre par habitant, y compris ou non l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie. Les efforts d'adaptation et d'atténuation gagnent du terrain sur le continent par le biais d'initiatives nationales et internationales. Le nombre de pays qui mettent en place des programmes d'action nationaux pour l'adaptation ne cesse d'augmenter, avec des estimations claires des coûts d'adaptation. Le nombre de pays qui ont mis au point des mesures d'adap-

Indicateur/thème	Tendance vers la durabilité	Observations
Émissions de gaz à effet de serre	↗	Faibles émissions de gaz à effet de serre par habitant y compris ou non l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie.
Adaptation	↗	Le nombre de pays qui mettent en œuvre des programmes d'action nationaux pour l'adaptation ne cesse d'augmenter
Coût d'adaptation	↘	Les coûts d'adaptation devraient augmenter pour tous les différents scénarios d'émissions
Atténuation des effets	↗	Le nombre de pays qui ont élaboré des mesures d'atténuation appropriées au niveau national augmente et les émissions de gaz à effet de serre de l'Afrique demeurent négligeables
Mécanisme de développement propre (MDP)	↔	Le nombre de projets de MDP augmente, mais est négligeable par rapport à d'autres régions

Figure 16: Émissions de gaz à effet de serre par habitant



Source: UNFCCC

Map Source: UNGIWG. Map available at <http://unstats.un.org/unsd/environment/qindicators>




tation appropriées au niveau national, sur fond de développement durable, augmente également, alors que les émissions de gaz à effet de serre du continent africain, en termes absolus et en pourcentage des émissions globales, demeurent négligeables. Les effets de la variabilité et du changement climatique compromettent l'aptitude d'un pays à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en matière de développement durable. La poursuite de trajectoires de développement à faible teneur en carbone minimisera les émissions de gaz à effet de serre, favorisera la croissance verte inclusive et la réalisation des objectifs du développement durable. Il est donc nécessaire de renforcer les partenariats mondiaux pour le développement dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et d'autres forums mondiaux.

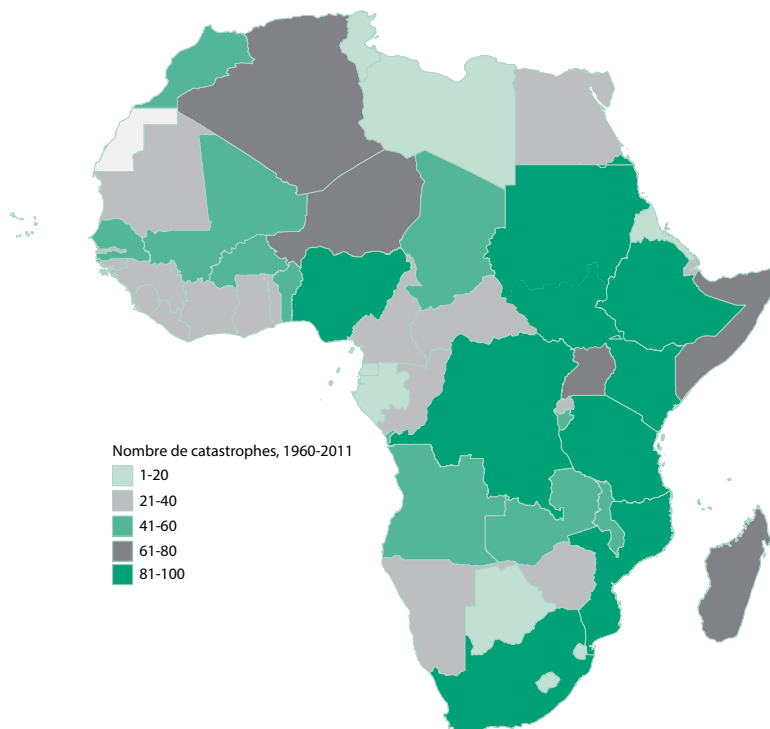
## 2.13 Catastrophes naturelles

Les populations africaines et les écosystèmes naturels sont fortement exposés aux catastrophes naturelles. La vulnérabilité de ces populations aux catastrophes naturelles est exacerbée par leur interaction avec les ressources naturelles pour améliorer leurs moyens de subsistance et le développement, même dans des écosystèmes instables. Les aléas naturels tels que les tremblements de terre, l'activité volcanique, les glissements de terrain, les tsunamis, les cyclones tropicaux et autres

fortes tempêtes, les tornades et vents violents, les inondations fluviales et côtières, les incendies et la brume qui y est associée, la sécheresse, les tempêtes de sable/poussière, et les invasions d'insectes provoquent des pertes importantes en vies humaines et en moyens d'existence et la destruction d'infrastructures économiques et sociales et, de manière générale, des dommages environnementaux.

Un nombre croissant de pertes humaines et économiques sont dues à des aléas naturels tels que tremblements de terre, activité volcanique, glissements de terrain, tsunamis, cyclones tropicaux et autres fortes tempêtes, tornades et vents violents, inondations fluviales et côtières, incendies et brume associée, sécheresse, tempêtes de sable/poussière, et invasions d'insectes. L'ampleur des pertes et le niveau de préparation pour y faire face varient selon les sous-régions et les pays africains. Les pertes liées aux catastrophes se sont aggravées en raison de la fréquence accrue des catastrophes naturelles et de la vulnérabilité, notamment des pauvres, à ces fléaux. Un nombre croissant de pays ont établi des plates-formes nationales en matière de préparation et de réduction des risques en cas de catastrophes, mais la proportion de personnes vivant dans des zones exposées aux catastrophes augmente. La gestion et la réduction des risques de catastrophe est un élément indispensable à l'instauration du développement durable.

Indicateur/thème	Tendance vers la durabilité	Observations
Pertes humaines et économiques résultant de catastrophes		Les pertes humaines et économiques résultant de catastrophes augmentent en raison de la fréquence et de la gravité accrues des catastrophes naturelles
Préparation et interventions en cas de catastrophe		Le nombre de pays dotés de plates-formes nationales opérationnelles en matière de préparation/prévention des catastrophes et mécanismes d'atténuation des effets augmente, mais des problèmes de capacités limitent toujours les activités de préparation et d'intervention
Vulnérabilité aux catastrophes naturelles		Le pourcentage de la population vivant dans des zones exposées aux catastrophes/aléas naturels augmente, alors que le nombre et la fréquence des catastrophes naturelles en Afrique progressent

**Figure 17: Nombre de catastrophes, 1960-2011**

**Source :** Base de données internationales sur les catastrophes OFDA/CRED, consultée le 16 août 2013.

## 2.14 Moyens de mise en œuvre

L'Afrique dépend de sources à la fois internes et externes pour soutenir son développement. Il est essentiel d'accroître les sources financières nationales et extérieures pour combler l'énorme besoin de financement nécessaire à l'industrialisation du continent. Des moyens de financement suffisants provenant de différentes sources et destinés à différents aspects et secteurs sont la condition préalable du développement durable. L'Afrique a employé, au fil des ans, divers moyens pour mettre en œuvre le développement durable et la part des ressources nationales n'a cessé de progresser.

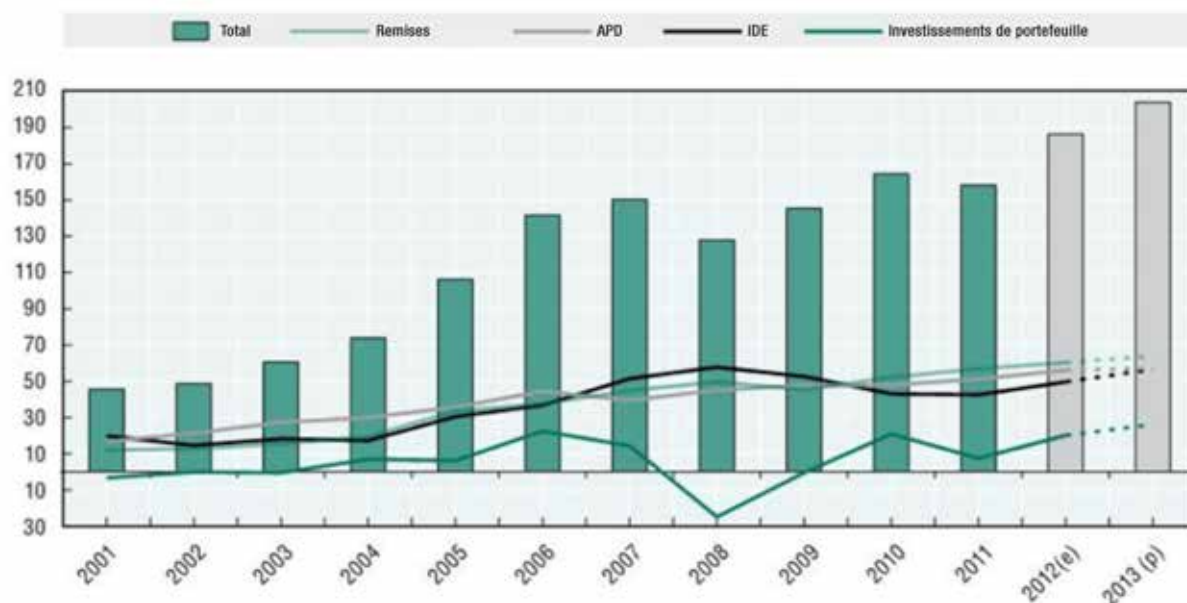
Une part réduite des envois de fonds est orientée directement vers des investissements en matière de développement durable, et les frais d'envoi restent élevés. L'APD nette en pourcentage du revenu national brut recule par rapport au reste du monde, mais est supérieure en moyenne à l'ensemble des régions. Les investissements directs étrangers, notamment ceux destinés aux biens et services environnementaux, sont en baisse.

Les dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB demeurent limitées, alors que l'augmentation des brevets en matière de technologies liées à l'environnement est négligeable, avec seulement quelques pays enregistrant de nouveaux brevets. De plus, seuls quelques pays ont adopté des stratégies nationales de développement des capacités.

Pour faire progresser le développement durable, les États et les acteurs non étatiques devront adopter des politiques et mobiliser des ressources (provenant de sources locales et externes). Les efforts liés au financement doivent s'appuyer sur les engagements en cours et sur des mécanismes de gouvernance adéquats, alors que de nouveaux modes de financements innovants doivent être employés pour amplifier les résultats obtenus. Mais avant tout, une meilleure gouvernance, notamment la tolérance zéro envers la corruption, une responsabilisation accrue et des mesures favorisant la participation de multiples parties prenantes au financement, au développement et au transfert de technologies et au renforcement des capacités, et une coopération efficace en matière

Indicateur/ thème	Tendance vers la durabilité	Observations
Pourcentage du budget provenant de ressources nationales	↗	Hausse du pourcentage du budget de nombreux pays provenant de ressources nationales
Envois de fonds	↘	Les envois de fonds ont diminué et une part minimale est affectée à des investissements liés au développement durable
Financement extérieur	↘	L'aide publique au développement (APD) en pourcentage du revenu national brut baisse par rapport au reste du monde, mais est supérieure en moyenne à l'ensemble des régions  Baisse de la proportion de l'APD bilatérale totale par secteur fournie par les donateurs de l'OCDE /CAD  Baisse des investissements directs étrangers, notamment ceux destinés aux biens et services environnementaux
Technologies vertes/éco-innovation	↔	Progresse mais dépenses de recherche et développement négligeables en pourcentage du PIB  Augmentation négligeable des brevets en matière de technologies liées à l'environnement  Nombre croissant d'articles/publications liés à l'éco-innovation
Renforcement des capacités	↘	Seuls quelques pays ont adopté des stratégies nationales de développement des capacités alors que les besoins en matière de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du développement durable ne cessent d'augmenter

**Figure 18: Total des flux financiers extérieurs vers l'Afrique (en milliards de dollars courants)**



**Note :** L'APD inclut les flux bilatéraux et multilatéraux ; voir tableau 1 pour les détails méthodologiques en matière de projection: (e) estimations, (p) projections.

**Source :** Rapport sur l'investissement dans le monde publié par la CNUCED (CNUCED, 2012a) ; Perspectives de l'économie mondiale de 2012 du FMI ; OCDE/CAD ; Banque mondiale.12 <http://dx.doi.org/10.1787/10.1787/888932807189> selon les données de la BAD, OCDE, PNUD et CEA (2013).

de développement, seront des éléments déterminants pour la réalisation du développement durable en Afrique.

## 2.15 Références bibliographiques

BAD, OCDE, PNUD et CEA (2013), Perspectives économiques africaines 2013. Transformation structurelle et ressources naturelles. Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques.

BAD, OCDE, Nations Unies, Banque mondiale (2012), Boîte à outils pour la croissance verte et inclusive.

Banque africaine de développement (BAD) (2011), L'Afrique dans cinquante ans – Vers une croissance inclusive. Banque africaine de développement, Tunis.

CEA (2011), Atelier sur les cadres institutionnel et stratégique du développement durable en Afrique, rapport final. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA (2012a), Rapport économique sur l'Afrique 2012. Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA (2012b), Cadres institutionnel et stratégique du développement durable. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA (2013), Document final de la Réunion régionale d'application de l'Afrique pour les Processus de suivi Post-Rio+20. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA, CUA et BAD (2013), Réunion régionale consultative africaine sur les objectifs du développement durable, document final. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA, UA, BAD, PNUD (2013), Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport OMD 2013. Sécurité alimentaire en Afrique : Enjeux, défis, enseignements.

FAO (2010), Évaluation des ressources forestières mondiales 2010. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Etude FAO : Forêts 163, Rome.

Gauci, A. et C. Tsafack Temah (2011), Resilient Human Capital, a Precondition for Structural Transformation.

Global Green Growth Institute (GGGI), OCDE, PNUD et Banque mondiale. (2013), Moving towards a common approach on green growth indicators. A green growth knowledge platform scoping paper

AIE (2012), Perspectives énergétiques mondiales 2011. Agence internationale de l'énergie.

OCDE (2012), Indice Institutions sociales et égalité hommes-femmes : Comprendre les facteurs sous-jacents des inégalités entre les sexes. Publication OCDE. Paris

OCDE (2012), Vers un développement plus vert : améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement. Publication OCDE. Consulté le 10 septembre 2013. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167896-en>

OCDE (2011), « Vers une croissance verte : Suivre les progrès – Les indicateurs de l'OCDE » OCDE, Paris, mise à jour.

Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (à paraître). (2013), Exploiter les ressources naturelles au service du développement durable : Défis et solutions. Rapport du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN) Groupe thématique 10 : La bonne

gouvernance des terres et des ressources extractives. Nations Unies.

Nations Unies (2012), Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Conclusions de la Conférence. Rio de Janeiro, Brésil, 20-22 juin 2012.

CNUCED (2012), Resource use and resource efficiency in Africa : A pilot study on trends over the past 28 years. Établie par Dittrich M., et collaborateurs, Sustainable Europe Research Institute (SERI) Vienne. Étude commandée par la CNUCED, Genève.

CNUCED/ONUDI (2011), Rapport sur le développement économique en Afrique : Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial. Consulté le 12 novembre 2013 : <http://ictsd.org/i/news/tni/121365/#sthash.6Vf49U5j.dpuf>

DAES (2013), A Guidebook to a Green Economy.

DAES (2011), World Population Prospects : The 2010 Revision. Nations Unies, 2011. [www.esa.un.org](http://www.esa.un.org).

PNUD (2012a), Rapport sur le développement humain en Afrique – 2012 : Vers une sécurité alimentaire durable. PNUD, New York, NY.

PNUD (2012b), Rapport sur le développement humain en Afrique – 2012 : Vers une sécurité alimentaire durable. <http://www.undp.org>.

PNUD (2013), Rapport sur le développement humain 2013 : L'essor du Sud. Programme des Nations Unies pour le développement. New York.

PNUE (2011), Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté – Synthèse à l'intention des décideurs : [http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER\\_synthesis\\_en.pdf](http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_en.pdf) (consulté le 12 novembre 2013).

PNUE (2013), The Emissions Gap Report 2013. Rapport de synthèse PNUE. Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.

PNUE, CCI et CICDD ICTSD (2012), Trade and Environment Briefings : Trade in Environmental Goods ; ICTSD Programme on Global Economic Policy and Institutions. Policy Brief No. 6. Centre international de commerce et de développement durable, Genève, Suisse. [www.ictsd.org](http://www.ictsd.org)

UNICEF (2012). Progress on drinking water and sanitation: An update. <http://www.unicef.org/media/files/JMPreport2012.pdf>

UNESCO (2012a), Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous : Jeunes et compétences – L'éducation au travail. UNESCO, Paris.

UNESCO (2012b), Atlas mondial de l'égalité des genres dans l'éducation 2012. UNESCO, Paris.

ONU-Habitat (2014), État des villes africaines 2014 : Réinventer la transition urbaine. Rapports régionaux sur l'état des villes. Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

UNICEF, OMS, Banque mondiale, Nations Unies (2013), Rapport 2013 Niveaux et tendances de la mortalité infantile. Estimations établies par le Groupe interorganisations de l'ONU pour l'estimation de la mortalité juvénile.

UNISDR (2011), Hyogo Framework for Action – Building resilience of nations and communities to disasters, Mid-term review, 2011. Stratégie internationale de prévention des catastrophes. Genève, Suisse. [http://www.unisdr.org/files/18197\\_midterm.pdf](http://www.unisdr.org/files/18197_midterm.pdf). Consulté le 11 avril 2014.

Conférence des Nations Unies sur le développement durable (UNCSD) (2012). L'Avenir que nous voulons. Document final du Sommet Rio+20 : <http://daccessods.un.org/>



TMP/8219975.82912445.html (Consulté novembre 2013).

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2010), Promoting Poles of Clean Growth to Foster the Transition to a More Sustainable Economy.

Division du développement durable des Nations Unies (UNDESA) (2012). A Guidebook to the Green Economy. UNDESA. Consulté le 10 septembre 2013 [http://www.uncsd2012.org/content/documents/528Green%20Economy%20Guidebook\\_100912\\_FINAL.pdf](http://www.uncsd2012.org/content/documents/528Green%20Economy%20Guidebook_100912_FINAL.pdf)

OMS (2014), The African Regional Health Report: The Health of the People. Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé. Bulletin Volume 92, mars 2014. OMS. - <http://www.who.int/bulletin/africanhealth/en/> consulté le 15 mars 2014.

OMS, UNICEF, UNFPA et Banque mondiale (2010), Tendances de la mortalité maternelle sur la période 1990-2010. OMS, UNICEF, UNFPA et estimations de la Banque mondiale.

Banque mondiale (2011), La richesse changeante des nations : mesurer le développement durable dans le nouveau millénaire. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012a), Indicateurs du développement en Afrique, Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012b), African Pulse : une analyse des enjeux façonnant les perspectives économiques de l'Afrique, Volume 6. Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012c), Croissance verte inclusive : la voie vers le développement durable. Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012d), Remittance Prices Worldwide, Issue No. 4, Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012e), La richesse changeante des nations : mesurer le développement durable dans le nouveau millénaire, Banque mondiale, Washington DC.

OMC (2011), The Negotiations on Environmental Services in the CTS - SS.



## **Partie II : Promouvoir la croissance verte et inclusive dans certains secteurs :**

*Agriculture, écosystèmes, énergie, industrie et commerce*

## 3. Agriculture

### Messages clés

- Si la productivité de l'agriculture en Afrique a progressé, elle n'a pas permis d'assurer la sécurité alimentaire pour une majorité d'Africains, tandis que la dégradation de l'environnement continue à un rythme soutenu.
- L'amélioration du fonctionnement des marchés fonciers en Afrique pourrait être le détonateur de la croissance verte inclusive dans l'agriculture.
- La création d'un environnement propice à l'agroalimentaire devrait être encouragée.
- Transformer des subventions inutiles en systèmes durables et adaptés aux marchés augmenterait la productivité agricole.
- Le développement de services de vulgarisation du projet carbone pour l'agroforesterie et la production céréalière permettra d'accroître le revenu carbone et de créer des emplois.
- Les capacités techniques et institutionnelles contribuant à promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur devraient être renforcées.

L'agriculture reste le principal moteur de la croissance économique en Afrique, contribuant en moyenne à un tiers du PIB de la région. Le rôle crucial que joue le secteur agricole dans le développement social et économique de l'Afrique montre bien l'importance de promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur. Des actions dans le domaine de la croissance verte inclusive sont nécessaires pour s'attaquer à la question de la sécurité alimentaire équitable et de la dégradation des ressources naturelles. La proportion déjà élevée (25 %) de personnes sous-alimentées en Afrique devrait augmenter en raison des menaces grandissantes que représente le changement climatique (PNUE, 2012). Le PIB agricole n'a progressé que de 3,3% par an ces dix dernières années. La croissance toutefois n'est ni inclusive, ni verte, les agriculteurs africains constituant toujours la proportion la plus importante des plus démunis. Du reste, l'essentiel de cette croissance est associée à une dégradation de l'environnement (Banque mondiale, 2008).

### Potentiel pour une croissance verte et inclusive

Les sous-secteurs des cultures, du bétail et de l'agroforesterie offrent de vastes possibilités pour la croissance verte et inclusive.

- Mise en œuvre rapide de la science et de la technologie pour s'attaquer aux causes du faible rendement des cultures, dont l'application limitée de pratiques durables. Citons notamment la production de cultures commerciales à forte rentabilité, dont le tabac, le café, le cacao, le coton ou le thé.
- Adoption de mesures pour faire face aux innombrables impacts économiques, sociaux et environnementaux de la production de bétail. Les exportations de viande, qui génèrent actuellement plus de 400 millions de dollars de revenus par an, peuvent être développées.

- Intensification de l'agroforesterie qui, par exemple, a accru la productivité du cacao en Côte d'Ivoire de plus de 30 %, et la production de céréales de plus de 10 % au Niger.

## Tendances dans le soutien apporté à la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole

L'adoption de pratiques et d'initiatives visant à promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole dans la région s'accélère.

- Accroître l'intensification grâce à « l'agriculture doublement verte », en tant que solution scientifique abordable et accessible pour régénérer les sols des petites exploitations, et augmenter le revenu et la production vivrière des familles : l'agriculture doublement verte a été adoptée et est désormais appliquée à plus grande échelle en Éthiopie, au Rwanda, au Sénégal et dans d'autres pays. Le Malawi, le Niger et la Zambie mettent à profit les résultats obtenus grâce à l'intensification de ces activités (Garrity et collaborateurs, 2010).
- L'agriculture de conservation et le crédit carbone, deux mécanismes qui augmentent la

productivité agricole et s'attaquent au problème de la dégradation des sols : L'agriculture de conservation a accru la productivité agricole de façon spectaculaire. L'encadré ci-dessous donne un exemple de bonne pratique.

- La gestion des zones de pâturage, méthode utilisée par le Savory Institute dans la province du Cap (Afrique du Sud), pour réhabiliter les sols dégradés des herbages, concentre le pâturage sur de petites zones et déplace le bétail fréquemment.

Des polices d'assurance, associée à des indices du bétail et des cultures, peuvent être un moyen d'aider les agriculteurs à faire face aux chocs covariables. Le système d'assurance est vendu au niveau local, à des taux attractifs, à des organisations de microfinance qui visent les agriculteurs pauvres.

Autre bonne pratique : le renforcement des infrastructures de micro-irrigation dans les zones pauvres en eau, notamment pour améliorer la productivité, augmenter les revenus grâce aux rendements et à la production agricole, et améliorer la sécurité alimentaire des foyers. Soit une hausse de rendement significative par rapport aux pratiques

### Encadré 1 : Programme d'agriculture de conservation et de précision au Zimbabwe

La méthode de l'agriculture de conservation et de précision est favorisée depuis 2004 dans plus de 50 000 exploitations agricoles grâce à un ensemble de partenariats avec des organisations non gouvernementales et des services nationaux de vulgarisation et de recherche agricoles au Zimbabwe.

Le programme a été couronné de succès. Durant les trois saisons après sa mise en œuvre, les rendements moyens des céréales ont augmenté de 15 %, atteignant 300 % dans plus de 15 000 exploitations agricoles, la hausse du rendement variant en fonction du régime des pluies, du type et de la fertilité des sols. En conséquence, durant la campagne agricole 2007-2008, l'agriculture de conservation et de précision a été développée dans plus de 50 000 petites exploitations/collectives par des organisations non gouvernementales travaillant au Zimbabwe.

Pour que l'approche de la croissance verte et inclusive dynamise la production agricole, il est important de coordonner les politiques de production agricole, gardant à l'esprit que les agriculteurs produisent à la fois des cultures de rapport et des cultures vivrières pour répondre aux besoins économiques et sociaux, parfois au détriment de la protection de l'environnement. À cet égard, il est important pour l'agriculture de tirer parti des pratiques de gestion agricole telles que l'agriculture de conservation, qui peut améliorer la productivité tout en favorisant la régénération des sols.

traditionnelles d'irrigation telles que l'irrigation par inondation. La gestion durable des terres, adoptée par des pays comme l'Éthiopie pour améliorer les pratiques agricoles, a fait ses preuves. La mise en œuvre de projet de gestion durable des terres s'est traduite par un certain nombre de résultats au niveau économique, environnemental et social. Autre tendance importante dans le secteur : le soutien apporté à la commercialisation des produits agricoles pour doper la production et la rentabilité. L'expérience a été concluante au Ghana pour les racines et tubercules.

## Défis et opportunités

Si l'adoption des méthodes et des principes de la croissance verte inclusive peut effectivement contribuer à promouvoir le développement durable du secteur agricole en Afrique, il faudra d'abord répondre à un certain nombre de défis pour obtenir des gains maximums. De nombreuses opportunités existent par ailleurs pour doper la croissance verte et inclusive et pour faire face à ces défis.

### Défis

- Pressions démographiques entraînant la dégradation des terres agricoles, comme en témoigne la perte de couvert forestier, l'érosion des sols et la concurrence pour des ressources naturelles limitées.
- Absence de marchés fonciers formels et régime de propriété foncière défaillant en Afrique (Byamugisha, 2013), ce qui fait obstacle à l'implication des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables dans la croissance verte.
- Besoins croissants en main d'œuvre agricole, alors que le secteur est incapable d'attirer des hommes et des jeunes, et compte tenu de perceptions négatives et bien ancrées chez les jeunes Africains selon lesquelles il s'agit d'une activité de subsistance.

- Faible taux d'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants en raison de politiques d'utilisation des terres, d'investissements dans la recherche et de programmes de vulgarisation moins favorables.
- Absence d'un marché formel du carbone et le fait que le mécanisme pour un développement propre n'a pas encore intégré dans ses protocoles la séquestration du carbone liée aux activités agricoles.
- Capacités limitées des parties prenantes du secteur agricole, ce qui compromet une mise en œuvre efficace des pratiques et des méthodes de la croissance verte et inclusive dans le secteur.

### Opportunités

- Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD, adopté en 2003 par l'Union africaine, a pour objectif d'augmenter la productivité agricole annuelle d'au moins 6 %, et d'accroître les investissements publics dans l'agriculture pour atteindre 10 % du budget national annuel. Les chefs d'État ont pris de nouveaux engagements en 2014 dans le cadre de la Déclaration de Malabo.
- Des principes directeurs et des cadres sont en place pour assurer la stabilité de la propriété foncière et la gestion durable des terres.
- Les activités agricoles et de séquestration du carbone (réduction du travail du sol, cultures de couverture, gestion des résidus, paillage, compostage, engrais verts, application ciblée d'engrais, diminution de la combustion de la biomasse, et agroforesterie) peuvent contribuer à restaurer la production agricole et la capacité d'absorption des engrais.
- Existence de programmes et autres initiatives en faveur de la croissance verte et inclusive

en Afrique : L'Alliance pour une Révolution verte en Afrique, le Programme Climat au service du développement en Afrique, l'Agriculture intelligente face au climat, dirigés par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et appuyés par la FAO, le PNUD et la Banque mondiale.

- Des opportunités accrues en matière d'accès et d'innovation technologiques, notamment avec l'accès généralisé aux téléphones mobiles et aux TIC en Afrique.

## Conclusion et recommandations

Le rôle crucial que joue le secteur agricole dans le développement social et économique de l'Afrique montre bien l'importance de promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur. Des initiatives de croissance verte inclusive y sont nécessaires pour s'attaquer au problème de la sécurité alimentaire, qui reste un enjeu majeur sur le continent. La forte dépendance du secteur à l'égard des ressources naturelles et les effets négatifs qui y sont associés sur la viabilité de l'environnement sont autant d'autres enjeux qui requièrent que des efforts soient déployés sans attendre pour favoriser la croissance verte et inclusive. La tendance à une intégration toujours plus poussée du modèle et des pratiques de la croissance verte et inclusive est un pas dans la bonne direction. Ses avantages ne sont plus à démontrer : productivité accrue, création d'emplois et meilleure gestion des ressources naturelles. Il faut tirer parti de ces atouts, ainsi que des multiples opportunités qui y sont associées, pour appliquer plus largement la croissance verte et inclusive dans le secteur. Il faut pour cela s'attaquer d'urgence aux défis qui pèsent sur le secteur en intégrant les principes de la croissance verte et inclusive dans les stratégies et les politiques d'investissement et de développement agricoles. Ce qui par ailleurs contribuera à assurer le développement et la transformation durable et inclusive en Afrique, y compris la réalisation des objectifs en matière d'adaptation au

changement climatique et d'atténuation de ses effets.

À la lumière de ce qui précède, les pays devront :

- Renforcer la propriété foncière et le fonctionnement des marchés fonciers africains pour favoriser l'accès équitable aux biens de production, à la gestion durable des terres et à d'autres investissements à long terme, tels que l'irrigation, pour accroître et soutenir la production et la productivité agricoles.
- Transformer les subventions aux intrants agricoles visant à améliorer la productivité agricole en systèmes durables et favorables au marché. Il s'agit notamment des mécanismes pour faire face aux carences du marché en matière d'intrants, des systèmes d'assurance des récoltes et du bétail, et du secteur de la microfinance.
- Promouvoir des subventions judicieuses en matière de prime d'assurance indiciaire. Pour inciter les agriculteurs à y souscrire, la prime d'assurance devra être subventionnée pour leur donner le temps de reconnaître la valeur du produit et de s'y attacher
- Lutter contre les pertes après récolte en introduisant et en favorisant de meilleures techniques de manutention après récolte.
- Créer un environnement propice au regroupement de l'industrie agroalimentaire pour créer des emplois. Relier tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole peut améliorer l'efficacité du secteur en réduisant le coût des opérations, et en dégagant des fonds pour investir dans des activités à plus forte valeur ajoutée qui créeront davantage d'emplois.
- Renforcer les organisations paysannes ou les institutions locales basées dans des villages pour promouvoir l'apprentissage par

- les pairs en matière de croissance verte et inclusive.
- Mettre en place un service de vulgarisation du projet carbone pour intensifier et diversifier les pratiques et les principes de la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole.
  - Accroître les investissements dans l'agriculture et montrer qu'il s'agit d'une entreprise rentable pour que les jeunes s'y intéressent.
  - Renforcer les capacités techniques et institutionnelles, notamment en créant une équipe très qualifiée et spécialisée, composée de membres d'organisations publiques et non-gouvernementales, chargée de promouvoir la croissance verte et d'activer le processus.



## 4. Biens et services liés aux écosystèmes

### Messages clefs

- Le rôle que jouent les biens et services fournis par les écosystèmes pour instaurer la croissance verte et inclusive et durable est aujourd'hui reconnu aux niveaux national, régional et mondial.
- La croissance verte et inclusive fondée sur les biens et services écosystémiques peut soutenir les moyens de subsistance des pauvres et promouvoir la réalisation du développement durable en Afrique.
- Il est nécessaire de mettre l'accent sur la valeur ajoutée pour développer les services liés aux écosystèmes.
- L'amélioration de la productivité et de l'intégrité écologiques est essentielle à la fourniture durable de biens et services liés aux écosystèmes.
- La gestion durable et une bonne gouvernance des ressources naturelles doivent être au cœur de la fourniture durable de biens et services liés aux écosystémiques.

L'exploitation des biens et services liés aux écosystèmes offre de nombreuses possibilités pour favoriser la croissance verte et inclusive, et à terme le développement durable en Afrique. Ce dont témoigne le fait que s'établissant à 1,4 hag/habitant, l'« empreinte écologique » de l'Afrique par habitant (qui mesure l'utilisation par la population des ressources renouvelables), est inférieure non seulement à la moyenne mondiale de 2,7 hag/habitant, mais aussi à la bio-capacité disponible à l'échelle mondiale de 1,8 hag/habitant (WWF/BAD, 2012). L'Afrique est bien placée pour mettre en œuvre la croissance verte et inclusive en favorisant les approches innovantes. Qu'il s'agisse de la réduction des risques de catastrophes, de la création d'énergies ou de la sécurité des ressources en eau, l'Afrique est pleinement en mesure de tirer parti des gains qu'offrent les biens et services écosystémiques pour les mettre au service de la croissance verte et inclusive. Les services d'approvisionnement et de régulation fournis par les écosystèmes sont directement ou indirectement liés à chacun des aspects de la croissance verte et inclusive – croissance économique soucieuse de

l'environnement et favorisant l'inclusion sociale. L'exploitation des services écosystémiques permettra ainsi de doper la croissance verte et inclusive et d'instaurer le développement durable.

La croissance verte et inclusive basée sur les biens et services écosystémiques contribue à la réduction des catastrophes naturelles, à la résilience face au changement climatique et à la sécurité des êtres humains. Selon la BAD (2013), promouvoir la croissance verte et inclusive facilitera la transition de l'Afrique vers le développement durable et assurera la stabilité des sources de revenus, tout en améliorant la fourniture et la qualité de l'eau. La croissance verte et inclusive favorise par ailleurs le développement de sources énergétiques propres et renouvelables.

### **Encadré 2 : Exemples de liens entre les biens et services écosystémiques et la croissance verte et inclusive**

- (a) Les récifs coralliens du Kenya sont le fondement des pêcheries régionales : Les récifs protègent le littoral, séquestrent le dioxyde de carbone, et sont des lieux de loisirs et de tourisme. D'après les estimations, les récifs s'étendent sur plus de 12 000 km<sup>2</sup> dans l'Océan indien occidental, représentant pour la région une valeur économique de 7,3 milliards de dollars par an.
- (b) La richesse de la biodiversité de Madagascar est mondialement connue pour sa contribution à la recherche pharmaceutique et à la médecine tropicale : Employée depuis longtemps dans la médecine traditionnelle, la pervenche de Madagascar (*Catharanthus roseus*), utilisée pour traiter de nombreuses maladies dont le diabète et le cancer, a fortement contribué au taux de survie des enfants atteints de leucémie, lequel est passé de 20 à 80 %.
- (c) Les eaux intérieures du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda et le République-Unie de Tanzanie ont contribué à la croissance de la pêche à l'échelle mondiale en générant 2,5 millions de tonnes (environ 25 % du total mondial en 2008).
- (d) Les gorilles de montagne en Ouganda sont une attraction touristique de premier plan : chaque gorille de montagne génère environ 1 million de dollars de revenus par an (WWF, 2011).
- (e) Les forêts du Cameroun et de la République démocratique du Congo constituent le plus vaste stock forestier de l'Afrique, estimé à 98 milliards de tonnes de carbone, soit 145 tonnes par hectare. Les forêts contribuent à l'approvisionnement alimentaire, à la purification de l'eau, à l'érosion des bassins versants, à la séquestration du carbone, et à la fertilité du sol.
- (f) Les bassins hydrographiques de Guinée dans les hautes terres de Fouta Djallon sont la source de la moitié des cours d'eau de l'Afrique de l'Ouest : de même que les bassins versants du Kenya sont les principales sources hydrographiques pour le Nil Blanc. Ces bassins versants contribuent à la fourniture de poissons, d'éléments nutritifs pour les sols et à l'assainissement ; et assurent un approvisionnement permanent en eau pour de vastes populations.

### **Potentiel pour la croissance verte et inclusive qu'offrent les biens et services écosystémiques**

Les méthodes appliquées sur l'ensemble du territoire africain et dans le reste du monde mettent en évidence le lien intrinsèque qui existe entre les biens et services écosystémiques et les initiatives de croissance verte et inclusive. Les biens et services environnementaux en Afrique ont souvent à traiter des effets de la santé des écosystèmes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire, la vulnérabilité sociale, la réduction de la pauvreté et la croissance économique respectueuse de l'environnement. Le développement et la gestion de biens et services écosystémiques se sont traduits par la création d'emplois, une amélioration du bien-être de la population et la réduction de la pauvreté, avec une utilisation efficace

des ressources et des biens environnementaux accrus. Ce qui favorise la croissance verte et inclusive au service du développement durable en Afrique.

Favoriser la croissance verte et inclusive dans le développement et la gestion des biens et services écosystémiques : les efforts se poursuivent pour promouvoir la croissance verte dans les biens et services fournis par les milieux naturels, alors que les bonnes pratiques sont inscrites dans le processus. Par exemple, la diversification des sources de revenus et les retombées de l'industrie, notamment en renforçant le pouvoir des acteurs locaux, peuvent remettre en cause les structures socioéconomiques traditionnelles, assurer l'intégration sociale, promouvoir des innovations au niveau des communautés, renforcer les capacités, et améliorer la vie et les moyens de subsistance

### Encadré 3 : Parcelles boisées dans la République-Unie de Tanzanie

À Makete (République-Unie de Tanzanie), les ressources tirées des zones boisées et pâturages sont essentielles à l'économie locale, ainsi qu'à la conservation des bassins versants vitaux et à l'environnement favorable à l'agriculture et à la production de bétail. L'utilisation non durable des terres qui est monnaie courante a provoqué de graves pertes écologiques et limité la productivité agricole. Ces problèmes ont par ailleurs été aggravés par l'absence de capacités institutionnelles, législatives et budgétaires, lesquelles permettent d'assurer une gestion efficace des ressources naturelles et, partant, la stabilité des écosystèmes de Makete.

S'inspirant des pratiques de gestion des boisés des petits agriculteurs, un projet de croissance verte et inclusive fondée sur l'écosystème, mené par l'unité Changement climatique et développement – S'adapter pour réduire les vulnérabilités (CC DARE) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a généré une nouvelle source de revenus pour les communautés locales et des recettes pour la municipalité, tout en améliorant la résilience face aux effets du changement climatique. S'appuyant sur le savoir des autochtones en matière de prévision météorologique, le projet a formé 27 techniciens en matière d'indicateurs de prévision, et a diffusé des informations sur les pratiques de gestion sylvicole, formant des femmes et des jeunes filles défavorisées qui assurent la gestion des forêts et la vente de produits forestiers grâce aux connaissances acquises dans le domaine du choix des espèces, de la préparation des terres, de l'espacement et de la plantation sur le terrain, de la gestion de la régénération des forêts et des circuits de commercialisation des produits du bois.

Les nombreuses innovations liées au projet ont permis à des personnes à faible revenu d'obtenir des micro-crédits en utilisant leurs parcelles boisées à titre de garantie. L'incitation intrinsèque à préserver les parcelles boisées a permis de créer de nouvelles sources de revenus et a donné lieu à l'établissement de sociétés de crédit et d'épargne au niveau de la communauté. La régénération de la forêt au profit du bassin hydrographique a permis de favoriser la croissance verte et inclusive et la gestion durable de l'écosystème.

**Source :** <http://www.unep.org/greeneconomy/SuccessStories/WoodlotManagementinTanzania/tabid/29893/Default.aspx>

de groupes vulnérables sur le plan social (femmes, jeunes et populations souffrant du VIH/sida).

Dans le cadre de la gestion durable des forêts, la croissance verte et inclusive permet de garantir que la valeur des forêts sera intrinsèquement prise en compte. Par exemple, la valeur des ressources extractibles des forêts tropicales du Cameroun était de quelque 700 dollars par hectare par an (pour le bois de construction, le bois de chauffage et les produits non ligneux), soit beaucoup moins que les effets bénéfiques des forêts au niveau des crues et du climat, qui pouvaient atteindre entre 900 et 2300 dollars par hectare et par an (TEEB, 2010). L'encadré ci-dessous donne un autre exemple de bonne pratique de gestion de parcelles boisées en République-Unie de Tanzanie.

La conservation de la biodiversité et l'écotourisme, en tant que facteur important des biens et services écosystémiques : le projet « Renforcer les ca-

pacités locales pour l'utilisation durable de la biodiversité dans le Delta Okavango », par exemple, qui favorise l'accès à des ressources naturelles, a permis à des foyers vivant dans le delta d'améliorer leurs revenus (Millennium Ecosystem Assessment Board, 2005). Des programmes de gestion des ressources naturelles réalisés au niveau local ont démontré qu'en donnant aux communautés rurales des moyens d'agir et en partageant les bénéfices tirés du tourisme et de l'utilisation durable de la vie sauvage, il est possible d'atteindre les objectifs d'intérêt commun que sont la conservation de la biodiversité et l'amélioration des moyens de subsistance.

Améliorer les services relatifs à l'eau en développant des barrières anti-érosion, des systèmes de captage des eaux de pluie, des cultures résistantes à la sécheresse, mettre en place des installations sanitaires et d'approvisionnement en eau potable, et renforcer les capacités humaines liées à la ges-

tion des ressources en eau sont autant de moyens d'améliorer les pratiques en matière de services liés à l'eau.

Accroître la production halieutique, estimée à ce jour à 7,6 millions de tonnes par an.

Accroître la réduction des risques de catastrophe pour atténuer les menaces qui pèsent sur le développement social et économique.

## Défis et opportunités

### Défis

- Les écosystèmes sont de plus en plus soumis à rude épreuve sous l'effet d'impacts mondiaux qui résultent de l'appauvrissement constant de la diversité biologique, de la dégradation des sols, de l'augmentation de la population, de niveaux élevés de sous-alimentation, de la pénurie d'eau, de températures en hausse et de l'évolution des conditions climatiques (Heinrich Böll Foundation et autres, 2012).
- Gouvernance déficiente : systèmes en place peu efficaces en matière de planification et d'affectation des ressources et des terres, responsabilisation limitée, corruption, prise de décision hautement centralisée, application inégale des règles, information insuffisante, et empiètement sur les terres collectives.
- Recherche scientifique insuffisante pour améliorer les biens et services liés aux écosystèmes.
- Croissance de la population et urbanisation rapide qui mettent déjà à rude épreuve les écosystèmes africains.
- Déforestation qui pèse sur les services écosystémiques précieux que fournissent les forêts.

- Changement climatique ayant des effets directs sur la composition d'écosystèmes particuliers, nécessitant d'adapter les pratiques en cours (productives ou non productives) à l'évolution de la situation.
- Insécurité hydrique provoquée par l'absence de gouvernance, l'urbanisation et le changement climatique.
- Industries extractives touchant les ressources non renouvelables telles que l'or, les diamants et le pétrole brut ont un impact incalculable sur l'environnement

### Opportunités

Les possibilités sont innombrables pour tirer parti des biens et services écosystémiques en vue d'instaurer la croissance verte et inclusive et, à terme, le développement durable en Afrique :

- Tirer parti des opportunités offertes par les défis du changement climatique.
- Promouvoir le paiement pour les services écosystémiques.
- Homologuer les biens et services environnementaux.
- Tirer les enseignements des initiatives de conservation des écosystèmes telles que le Programme régional de conservation de la zone côtière et marine d'Afrique de l'Ouest et l'initiative Eau et Nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui gère et protège les ressources en eau et le patrimoine des bassins fluviaux et lacustres, notamment la Vallée du Nil, la Volta, Tina et Limpopo (UICN, 2013).
- Mettre à profit les plates-formes et les accords internationaux tels que la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, la Convention des Nations

Unies sur la lutte contre la désertification, et la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (RAMSAR).

- Instaurer une véritable mesure de la richesse en incluant le capital naturel dans les indicateurs du PIB.
- Tirer parti des initiatives de financement international telles que le Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale, le Fonds africain pour l'eau de la Banque africaine de développement et le Fonds pour l'environnement mondial.

## Conclusion et recommandations

L'exploitation des biens et services liés aux écosystèmes offre d'énormes possibilités pour instaurer la croissance verte et inclusive, et à terme le développement durable en Afrique. Ce dont témoigne le fait que « l'empreinte écologique » de l'Afrique par habitant (qui mesure l'utilisation par la population des ressources renouvelables), soit 1,4 hag/habitant est inférieure, non seulement à la moyenne mondiale de 2,7 hag/habitant, mais aussi à la bio-capacité disponible à l'échelle mondiale de 1,8 hag/habitant (WWF et BAD, 2012). L'Afrique est bien placée pour mettre en œuvre la croissance verte et inclusive en favorisant les approches innovantes. Qu'il s'agisse de la réduction des risques de catastrophes, de la création d'énergies ou de la sécurité des ressources en eau, l'Afrique est pleinement en mesure de tirer parti des gains qu'offrent les biens et services écosystémiques pour les mettre au service de la croissance verte et inclusive.

Les services d'approvisionnement et de régulation fournis par les écosystèmes sont directement ou indirectement liés à chacun des aspects de la croissance verte et inclusive – croissance économique soucieuse de l'environnement et favori-

sant l'inclusion sociale. L'exploitation des services écosystémiques permettra de doper la croissance verte et inclusive et d'instaurer le développement durable. La plupart des défis que pose la croissance verte inclusive fondée sur les écosystèmes offrent également des possibilités qui peuvent contribuer à stimuler cette forme de croissance. Ces possibilités doivent être saisies et les bonnes pratiques intensifiées et diversifiées en vue d'obtenir des résultats sur le plan économique, social et environnemental. Les enseignements tirés de l'analyse de la croissance verte et inclusive fondée sur les écosystèmes sont résumés dans les recommandations suivantes sur les politiques à suivre.

Les pays devront :

- Soutenir la recherche de sorte que le développement et la gestion des biens et services environnementaux soient guidés par les meilleures connaissances scientifiques disponibles ;
- Promouvoir l'application d'outils d'évaluation environnementale dans les stratégies et plans de développement au niveau national et dans les décisions et les actions qui ont une incidence sur les biens et les services environnementaux ;
- Promouvoir l'échange de connaissances et la mise au point d'outils pratiques et d'orientations destinés à mettre en œuvre les approches de gestion des biens et services écosystémiques, dans le cadre de stratégies plus générales de planification du développement durable et de croissance verte et inclusive ;
- Mettre au point des capacités en matière d'éducation, de formation et de communication, notamment pour accroître la sensibilisation au rôle que jouent les écosystèmes et la gestion des écosystèmes dans la croissance verte et inclusive et le développement durable en Afrique ;

- Mobiliser des fonds et promouvoir l'ajout de valeur aux biens et services liés aux écosystèmes pour consolider les acquis et intensifier et diversifier les bonnes pratiques ;
- Renforcer les capacités pour mettre en œuvre les accords multilatéraux relatifs à l'environnement, améliorer l'efficacité des institutions et promouvoir la coopération régionale.

## 5. Énergie

### Messages clefs

- Favoriser la croissance verte et inclusive peut contribuer à relever les défis liés à l'énergie en Afrique.
- Tendances de l'efficacité énergétique, déploiement des énergies renouvelables, offre de services énergétiques modernes, et efforts déployés pour répondre aux préoccupations sociales et environnementales : autant de raisons de mettre en œuvre les principes de la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie, mais beaucoup reste à faire.
- Des résultats positifs sont obtenus grâce à l'intégration des principes de la croissance verte inclusive dans le secteur de l'énergie.
- La poursuite du développement du secteur des énergies renouvelables offre d'innombrables possibilités pour la croissance verte et inclusive.
- L'une des conditions préalables au succès de la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie est une bonne compréhension des liens transversaux et intersectoriels.

Sur fond de ressources énergétiques abondantes, l'Afrique est confrontée à une crise de l'énergie. Les capacités de production existantes ne sont pas en mesure de satisfaire la demande énergétique croissante pour alimenter et promouvoir la croissance de l'économie, stimuler le développement local et lutter contre la pauvreté. Le coût élevé de la production d'électricité, résultant de la forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, du manque d'infrastructures énergétiques et de la faiblesse des investissements dans le secteur, entre autres raisons, agit sur plusieurs aspects du développement économique et social. La demande énergétique non satisfaite entraîne par ailleurs une forte dépendance à l'égard de l'énergie tirée de la biomasse traditionnelle, récoltée de manière non durable sous forme de charbon de bois et bois de feu, en tant que combustibles de cuisson, avec les problèmes environnementaux et sanitaires qui en découlent.

Les approches adoptées en Afrique en matière de développement et de déploiement de l'énergie

n'ont donc pas permis d'atteindre le niveau souhaité de sécurité et de services dans le domaine énergétique – et doivent être revues. L'Afrique est riche en ressources énergétiques, les réserves connues de pétrole s'élevant à 12,1 % de la production mondiale. Seulement 5 % du potentiel hydraulique de l'Afrique, soit 1620 mW en Afrique subsaharienne, ont été exploités.

### Le secteur énergétique africain

Plus de 75 % de la population africaine n'a pas l'électricité, alors que 81 % dépend de combustibles traditionnels solides tirés de la biomasse pour la cuisson des aliments. Les niveaux de consommation d'électricité par habitant sont beaucoup plus faibles (535,7 kWh/par habitant)<sup>1</sup> que la moyenne mondiale, soit 3 044,4 kWh/par habitant (Banque mondiale, 2011). La croissance de la population en Afrique subsaharienne entre

<sup>1</sup> Il y a des exceptions. Par exemple, l'Afrique du Sud consomme 4 694 kWh/par habitant, mais ce résultat concerne surtout la population aisée.

1990 et 2010 a été plus rapide que la progression de l'accès à l'électricité et aux combustibles modernes pour la cuisson, le nombre de personnes privées d'électricité et dépendant de combustibles solides étant plus important en 2010 qu'en 1990.

Plus de 30 pays d'Afrique subsaharienne ont connu des coupures d'électricité dans les cinq à dix dernières années. Différents volets du développement en subissent les conséquences, en raison des délestages de charge et d'un approvisionnement insuffisant. Le secteur se caractérise aussi par des coûts de production d'électricité élevés, dus en partie à la forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles pour la création d'électricité. Il en résulte une forte dépendance à l'égard de l'énergie traditionnelle de la biomasse récoltée de manière non durable, sous forme de charbon de bois et de bois de feu utilisés pour la cuisson des aliments, l'un comme l'autre causant des problèmes de santé et des décès liés à la pollution de l'air intérieur.

## **Tendances en matière de promotion de la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie**

Les pratiques et les principes liés à la croissance verte et inclusive sont de plus en plus intégrés dans différents aspects de la production et du déploiement de l'énergie. Citons notamment l'efficacité énergétique et la gestion de la demande, le déploiement d'énergies renouvelables, la bioénergie, l'offre d'énergies modernes en quantité suffisante pour les divers secteurs de l'économie et la prise en compte des questions intersectorielles. L'efficacité énergétique, la maîtrise de la demande et le déploiement d'énergies renouvelables contribuent à l'efficacité des ressources et à la réduction, voire l'élimination, des dommages environnementaux que provoque l'utilisation de combustibles fossiles. Une certaine quantité d'énergie moderne utilisée de manière transversale dans divers secteurs de l'économie tels que

l'industrie, les transports et les locaux commerciaux, améliorera la croissance économique et le bien-être des citoyens. Les initiatives destinées à promouvoir la croissance verte et inclusive sont notamment :

- Remplacement des ampoules à incandescence par des lampes fluorescentes compactes au Ghana
- La centrale hydroélectrique de Bujagali, financée grâce à des partenariats public-privés en Ouganda
- Programme national de biogaz en Éthiopie
- Projets nationaux de chemin de fer et de bus rapides en Éthiopie
- Programme d'efficacité énergétique et de maîtrise de la demande en Afrique du Sud
- Plates-formes multifonctionnelles pour l'industrie agroalimentaire locale au Burkina Faso et au Mali

## **Défis et opportunités**

### **Défis**

La faible pénétration des principes de la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie est liée à plusieurs défis :

- Faiblesse des investissements dans le secteur, due aux risques perçus et aux faibles économies d'échelle, les différents pays n'offrant pas de marché valable pour les investisseurs. L'investissement dans le secteur énergétique est faible en raison des risques élevés du point de vue politique et commercial pour les investisseurs, et de la faiblesse des tarifs. Les marchés demeureront de taille réduite tant que ne seront pas réalisées des économies d'échelle grâce à la coopération régionale.



#### Encadré 4 : Le Programme national de biogaz pour l'Éthiopie

Le Gouvernement éthiopien a lancé le Programme national de biogaz pour l'Éthiopie en vue de promouvoir le recours au biogaz national ; et de mettre en place et faire connaître un marché viable du point de vue commercial pour le secteur du biogaz dans le pays. Le programme a pour but d'améliorer la santé, les moyens de subsistance et la qualité de vie des foyers agricoles en tirant parti des avantages marchands et non marchands du biogaz national.

Le programme comprend huit grands volets : promotion et commercialisation, formation, gestion de la qualité, recherche et développement, contrôle et évaluation, soutien institutionnel, vulgarisation et prise en compte des sexes. La première phase du programme (2008-2012) concernait 5 000 usines de biogaz de 4, 6, 8 et 10 m<sup>3</sup> dans 18 districts sélectionnés (woredas).

Les installations de biogaz produisent suffisamment d'énergie pour la consommation des ménages et, dans certains cas, bien au-delà de la demande. L'énergie excédentaire est utilisée pour couvrir la demande des institutions et des communautés voisines, notamment des écoles et des centres de santé. En offrant de l'énergie à un prix abordable, les unités de biogaz contribuent à réduire les problèmes de santé associés à la fumée provenant du brûlage de combustibles et de bouses de vache. En outre, cela réduit le temps que les femmes et les enfants passent à ramasser du bois de chauffage. Le dispositif de mise en œuvre du Programme national de biogaz inclut par ailleurs une association de crédit. Le programme a créé des emplois pour des diplômés de la filière technique et professionnelle, et au sein de coopératives de construction et de petites et moyennes entreprises.

En remplaçant des engrais commerciaux (inorganiques) par des boues biologiques (matière organique), le projet a permis, selon les estimations, de faire économiser aux agriculteurs 4 772 130 BR (soit 950 BR d'épargne/ménage) grâce au changement d'engrais. Les boues biologiques ont par ailleurs amélioré la condition du sol et ont maintenu la fertilité durable du sol en augmentant la capacité de rétention de l'eau et le niveau d'autres éléments nutritifs qui ne peuvent pas être remplacés par des engrais chimiques.

En substituant le biogaz aux bois et au charbon de bois, le projet a évité que 35,9 tonnes et 20,8 tonnes de ressources forestières soient coupées, respectivement, pour le bois de chauffage et le charbon de bois. Ce qui, selon les estimations, compense l'émission de 65,7 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone (équivalent CO<sub>2</sub>) à partir de la combustion directe du bois ou 53,4 tonnes d'équivalent-CO<sub>2</sub> de la combustion du charbon de bois. Par ailleurs, remplacer les sources d'énergie fossiles, notamment le kérosène et le gaz de pétrole liquéfié, a entraîné une faible réduction des émissions, soit respectivement 13,5 et 40,5 tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub>.

*Source* : CEA (2015), à paraître.

- Coûts initiaux élevés des technologies liées à la croissance verte inclusive et capacités insuffisantes pour diffuser les technologies et les pratiques dans ce domaine : l'Afrique n'est pas la source de la plupart des technologies qui sont déployées en matière d'énergie propre. Et les industries énergétiques (hormis les services publics), non structurées et de petite taille, ne peuvent pas offrir des services crédibles. Même si les prix mondiaux des énergies renouvelables ont baissé, la plupart des technologies sont importées, d'où des coûts élevés.
- Dépendance à l'égard de bailleurs de fonds pour les projets, ce qui compromet la viabilité : la plupart des projets en matière d'énergies renouvelables ayant bénéficié de l'aide de donateurs ont le plus souvent capoté peu après le retrait du soutien, limitant ainsi la viabilité et la possibilité de tirer parti des résultats obtenus.
- Capacités insuffisantes pour promouvoir les pratiques en matière de croissance verte et inclusive : la capacité des pays africains à appuyer la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie est limitée. Ce manque

de capacités concerne notamment la formulation de stratégies et de politiques, le développement de projets pouvant bénéficier de concours bancaires, la participation de financiers potentiels, l'assimilation de la technologie, l'entreprenariat, et même l'installation et la gestion crédibles de nouveaux systèmes technologiques.

### **Opportunités**

- L'émergence de nouvelles politiques et stratégies en faveur de l'énergie renouvelable. L'Afrique du Sud, par exemple, dans le cadre d'un appel d'offres, a attiré des investissements équivalents à près de 4 GW d'énergie renouvelable. Le Kenya a introduit en 2008 un tarif de rachat de l'électricité provenant de l'énergie éolienne, de la biomasse et de petites centrales hydrauliques, et a prorogé cette mesure en 2010 pour y inclure l'électricité produite à partir de sources telles que l'énergie géothermale, le biogaz et le solaire. La nouvelle politique de tarifs de rachat de l'énergie renouvelable, en 2012, a favorisé les investissements dans les énergies renouvelables du pays.
- Les réformes du secteur de l'énergie, notamment la libéralisation du secteur énergétique, pour accroître la participation de régulateurs indépendants dans le domaine de l'énergie et de l'électricité : En Namibie et en Afrique du Sud, la distribution de l'électricité relève en partie, respectivement, de distributeurs régionaux et de municipalités (Banque mondiale, 2007). Autres réformes mises en place : suppression de subventions relatives aux combustibles fossiles et établissement de tarifs reflétant les coûts.
- Entreprises et modèles d'approvisionnement énergétiques dans le domaine de l'énergie propre, notamment divers systèmes à énergie solaire.

- Développement de technologies qui permettent de réduire les coûts et de promouvoir l'efficacité des ressources propres.
- Modes de financements nouveaux et novateurs tels que le Fonds vert pour le climat, destinés à financer la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie.
- Création de nouveaux centres régionaux pour l'énergie durable, tels que le Centre d'Afrique de l'Est pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique et le Centre sud-africain pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.
- Coopération régionale en matière énergétique par le biais de pools énergétiques régionaux et d'organismes régulateurs dans le domaine de l'électricité.
- Coopération internationale en matière de soutien financier et technique, et mise à profit d'initiatives telles que le Partenariat énergétique Afrique-Union européenne ; le programme « Lighting Africa » de la Société financière internationale de la Banque mondiale ; Power Africa, un partenariat multilatéral entre les gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie, du Kenya, de l'Éthiopie, du Ghana, du Nigéria et du Libéria, et entre les secteurs privés de l'Afrique et des États-Unis, et la BAD ; l'Alliance mondiale pour les réchauds écologiques et le Partenariat mondial pour le gaz de pétrole liquéfié.

### **Conclusion et recommandations**

En dépit de ressources en énergie abondantes, l'Afrique est toujours confrontée à une crise énergétique. Les capacités de production existantes ne sont pas en mesure de satisfaire la demande croissante d'énergie pour alimenter et assurer la croissance de l'économie, stimuler le développe-

ment local et lutter contre la pauvreté. Le coût élevé de la production électrique, résultant de la forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, du manque d'infrastructures énergétiques et d'investissements dans le secteur, entre autres raisons, agit sur plusieurs aspects du développement économique et social. La faiblesse de l'offre et de la consommation énergétique dans des secteurs clés de l'économie, tels que l'agriculture et l'industrie, pèse sur les résultats et sur la croissance. La demande énergétique non satisfaite a en outre entraîné une forte dépendance à l'égard de l'énergie tirée de la biomasse traditionnelle, exploitée de manière non durable sous forme de charbon de bois et bois de feu en tant que combustibles de cuisson, avec les problèmes environnementaux et sanitaires qui en découlent. Les approches adoptées en Afrique en matière de mise au point et de déploiement de l'énergie n'ont donc pas permis d'atteindre le niveau souhaité de sécurité et de services dans le domaine énergétique – et doivent être revues.

Ce secteur dispose de nombreux atouts pour mettre en œuvre les pratiques propices à la croissance verte et inclusive : niveaux de production actuels, initiatives et réformes destinées à améliorer l'efficacité énergétique ; déploiement des sources d'énergie renouvelables ; réduction de l'intensité énergétique ; hausse de l'accès à l'énergie ; et considérations d'ordre social, environnemental, transversal et intersectoriel. Si un certain nombre de problèmes – tels que des investissements faibles, des coûts initiaux élevés et des économies d'échelle insuffisantes – restent à régler, les possibilités sont innombrables. Notamment, le potentiel de l'Afrique dans le domaine de l'énergie renouvelable est très prometteur pour relever les défis liés à l'énergie, créer des emplois et améliorer le bien-être des citoyens. La coopération régionale et internationale, ainsi que le développement et le transfert des technologies offrent également des possibilités dont l'Afrique pourrait tirer profit pour instaurer et renforcer la mise en pratique de la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie.

Les recommandations qui suivent ont pour but d'intensifier la croissance verte et inclusive dans le secteur énergétique de l'Afrique.

Les pays devront :

- Exploiter pleinement le potentiel de croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie. Pour réaliser pleinement le potentiel de croissance verte et inclusive dans le secteur, le processus politique doit commencer par identifier les possibilités dans le contexte plus large des objectifs à atteindre en matière de croissance verte et inclusive.
- Assurer que les réformes énergétiques qui sont introduites profitent à tous. Si les réformes engagées doivent attirer les investissements et faire en sorte qu'ils soient rentables, l'essentiel est qu'elles répondent aux besoins énergétiques de l'ensemble du pays, notamment les plus pauvres en énergie.
- Faire en sorte que les politiques destinées à attirer les investissements soient fondées sur des données factuelles, et prennent en compte toutes les options, la stratégie globale de développement du pays et son potentiel en matière de ressources énergétiques. Cela contribuera à accélérer et à renforcer la croissance verte et inclusive dans le secteur de l'énergie.
- S'attaquer au problème de l'insuffisance d'économies d'échelle et d'investissements, et de stratégies nationales en matière d'énergie ; et autant que possible les rendre pleinement conformes aux initiatives d'intégration à l'échelle régionale et continentale.
- Elaborer des stratégies pour tirer pleinement parti des ressources financières, technologiques et en matière de développement des capacités qu'offrent les initiatives internationales.

- Renforcer les capacités pour mettre en place l'innovation nationale et la fabrication locale des technologies. Ce qui demande le soutien coordonné du secteur privé, des pouvoirs publics, des donateurs et des partenaires internationaux.
- Suivre les succès remportés et les échecs en introduisant un cadre stable permettant de mesurer les progrès obtenus à l'aide d'indicateurs convenus.

## 6. Industrie

### Messages clefs

- Les pays africains continuent pour l'essentiel à exporter des matières premières à faible valeur ajoutée, d'où un faible développement industriel.
- Des possibilités de croissance verte et inclusive émergent dans les chaînes de valeur régionales, Sud-Sud et mondiales des secteurs de l'agro-business et de l'agroalimentaire, des minéraux et des métaux.
- Les gouvernements africains sont désormais conscients des avantages accrus que peut offrir l'industrie extractive grâce à la création de valeur ajoutée et au développement de la chaîne de valeur.
- Les cadres de durabilité existants et nouveaux, volontaires et obligatoires, à l'échelle nationale et internationale, facilitent et intègrent le principe de production et de transformation responsables dans l'industrie et contribuent à instaurer la croissance verte et inclusive.
- L'exploitation minière artisanale et à petite échelle est de plus en plus reconnue comme une source de revenus pour les communautés rurales dans de nombreux pays africains et un moteur essentiel de la croissance économique.

La richesse de l'Afrique en ressources naturelles peut stimuler une industrialisation axée sur les produits de base et une transformation structurelle de l'économie permettant de rééquilibrer la composition sectorielle en faveur des activités à forte productivité, notamment le secteur manufacturier et les services modernes (CEA, 2013a et b). Cette industrialisation peut être orientée vers une croissance verte et inclusive qui favorise l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'intégrité des écosystèmes, crée des emplois, génère des revenus et des richesses, et qui permet de sortir des millions de personnes de la pauvreté et d'améliorer le bien-être des citoyens.

La région détient environ 12 % des réserves mondiales de pétrole, 42 % de ses réserves en or, entre 80 et 90 % de ses métaux du groupe chrome et platine, et 60 % de ses terres agricoles ainsi que de vastes forêts et ressources en bois d'œuvre (CEA, 2014). Les économies non pétrolières dotées de

vastes ressources reposent, quant à elles, sur les produits minéraux et métalliques, tels que l'or, le cuivre, le platine, le manganèse et l'uranium.

Il existe un lien évident entre l'industrialisation (création de valeur ajoutée) et la croissance économique qui augmente la productivité, génère des revenus, réduit la pauvreté et favorise l'inclusion sociale. La création de valeur ajoutée favorise par ailleurs l'emploi productif (plus que l'agriculture) et améliore non seulement le nombre d'emplois mais aussi leur qualité dans tous les pays (ONUDI, 2013).

### Tendances en matière de croissance verte et inclusive dans le secteur industriel

Création de valeur ajoutée de la production des minéraux et des métaux : la valorisation accrue du

calcaire pour la production de clinker favorise le développement de la chaîne de valeur au niveau sous-régional et régional et soutient l'industrie du bâtiment et des travaux publics pour le développement des infrastructures. Le secteur privé nigérian est très actif dans le traitement du calcaire, la production du clinker et les terminaux cimentiers en Afrique. De même, l'exemple donné par la fabrication d'alumine-aluminium-aluminium métallique, créateur de valeur ajoutée en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Afrique du Sud-est, peut être utile pour renforcer de manière stratégique la chaîne de valeur et contribuer à instaurer la croissance verte et inclusive.

La croissance verte et inclusive dans le sous-secteur de l'agroalimentaire : les pays ayant des taux de croissance élevés dans l'agriculture parviennent mieux à réduire la pauvreté et la faim comme en témoignent l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Botswana, le Ghana, la Guinée équatorienne, le Libéria, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Tunisie. Selon une analyse conduite par la CEA sur les liens des chaînes de valeur agricoles en Afrique, promouvoir l'agriculture et l'agro-industrie dans le cadre du développement de la chaîne de valeur manufacturière et agroalimentaire, peut grandement favoriser la création d'emplois, la transformation agricole et la croissance profitable au plus grand nombre sur le continent (CEA, 2012). Les partenariats public-privés qui émergent en matière de développement de la chaîne de valeur dans l'agrobusiness, l'agro-industrie et les services (y compris les marchés) donnent de très bons résultats en Afrique.

## Défis et opportunités

### Défis

Les défis auxquels se heurte la croissance verte et inclusive dans le secteur industriel tiennent à la faible compétitivité de l'industrie.

- La faiblesse de la valeur ajoutée manufacturière et de la part des chaînes de valeur

mondiales dans l'industrie des minéraux et des métaux.

- La production et la fourniture d'électricité insuffisantes et non fiables.
- Le contenu local faible, limitant les liens en amont et en aval.
- La faiblesse des mécanismes d'application, de contrôle et de promotion des cadres de viabilité et de la législation environnementale au niveau national.
- La dégradation de l'environnement et pollution au mercure dans les petites exploitations minières artisanales.
- La vulnérabilité aux effets du changement climatique de la productivité agricole et de la chaîne de valeur manufacturière dans l'agroalimentaire.
- L'insuffisance des financements, des infrastructures, du transfert de technologie et du renforcement des capacités pour le développement de la chaîne de valeur et de la valeur ajoutée manufacturières.

### Opportunités

- Amélioration de la compétitivité industrielle permettant de contribuer au bien-être des citoyens. L'accroissement de la valeur ajoutée manufacturière en Afrique, résultant du contexte actuel de forte demande mondiale et de la hausse des prix des produits de base, peut contribuer à absorber les millions de personnes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, permettant ainsi de réduire le chômage.
- Prise en compte du fait que les exploitations minières artisanales de faible échelle contribuent pour beaucoup au PIB. Ces exploitations sont de plus en plus considérées comme un secteur ayant de nombreux

### **Encadré 5 : Intégrer la croissance verte et inclusive dans les partenariats public-privés concernant le développement de la chaîne de valeur dans l'agro-business, l'agro-industrie et les services**

#### **Programme de développement de la chaîne de valeur et de la valeur ajoutée du manioc et opérations au Nigéria, au Ghana et au Mozambique**

Des programmes de développement de la valeur ajoutée et de la chaîne de valeur du manioc et opérations sur les marchés ont été mis en œuvre au Nigéria, au Ghana et au Mozambique pour la production de matières premières à destination des brasseries, des minoteries et des utilisateurs finals de féculé. Le programme qui vise les marchés émergents entend substituer les intrants agricoles dans les secteurs des brasseries et des minoteries. Selon les estimations de la FAO, d'ici à 2015, la valeur du marché des produits du manioc au Nigéria sera de 350 000 tonnes de féculé et 340 000 tonnes de farine. Ce qui remplacera 35 à 40 % de l'orge malté dans les minoteries et 1,5 million de tonne de bioéthanol, pour répondre aux mesures d'atténuation appropriées prises au niveau national en vue d'atteindre 10 % de pénétration des énergies renouvelables dans les carburants destiné aux transports. Au Mozambique, la demande est estimée à 40 000 tonnes par an, et au Ghana, à 30 000 tonnes, le tout destiné à remplacer jusqu'à 70 % du malt d'orge pour le brassage de la bière.

La mobilisation effective de crédits, de services de vulgarisation aux petits producteurs de manioc, et de technologies agroindustrielles mobiles pour la transformation sur place du tubercule de manioc, permet d'obtenir des économies d'échelle et une forte utilisation des capacités des usines de transformation. Les liens en aval avec des marchés stables en Europe d'envergure nationale, régionale et internationale ont aussi créé des marchés et des revenus stables pour les petits exploitants. Les activités de la chaîne de valeur devraient permettre de fournir des revenus pour quelque 1 500 petits exploitants agricoles au Mozambique, 1 500 petits agriculteurs au Ghana et plus de 1,5 million d'emplois au Nigéria<sup>1</sup>.

#### **Valeur ajoutée et chaîne de valeur des fruits frais au Ghana, en Égypte et en Afrique du Sud**

La valeur ajoutée et la chaîne de valeur des fruits frais au Ghana, en Égypte et en Afrique du Sud pour l'offre de jus de fruit et de fruits coupés de bonne qualité est un autre exemple de transformation de la chaîne de valeur que nous donne l'industrie du fruit. Blue Skies a été créée en 1998 au Ghana. La société transforme des fruits en jus et salades prêtes à consommer, à partir d'une grande variété de fruits : ananas, mangues, fruits de la passion, papayes et noix de coco provenant du Ghana, melons et grenades venant d'Égypte, melons d'Afrique du Sud et mangues du Brésil. La société a étendu ses activités en Égypte, en Afrique du Sud et au Brésil, visant les marchés émergents dans les communautés économiques régionales d'Afrique, les marchés européens (Royaume-Uni, France et Portugal), et en favorisant la coopération Sud-Sud. La production atteignait 5 354 tonnes en 2010, avec une valeur marchande totale de 25 771 millions de livres, multipliant les emplois par deux, passant de 1 000 en 2008 à 2 000 en 2010 dans les trois pays africains et au Brésil.

Le secteur des fruits frais en Afrique est un exemple de valeur ajoutée tirant parti des chaînes de valeur mondiales, et soutenant la concurrence sur les marchés internationaux en satisfaisant aux normes de certification en matière de qualité et d'environnement au niveau national, régional et international. La société compte 2 000 employés. Au Brésil, au Ghana et en Afrique du Sud, entre 45 et 70 % des effectifs sont des femmes occupant des fonctions de direction, alors qu'en Égypte, ce taux ne dépasse pas 1 % pour des raisons culturelles. Aspect important : plus de 90 % des employés sont recrutés au sein des communautés locales et formés dans un souci d'intégration.

points d'entrée permettant de faire progresser la croissance verte et inclusive. Il peut créer des emplois et générer des revenus et de la richesse en favorisant l'accès de la communauté locale au capital naturel et financier.

- Politiques industrielles qui favorisent l'innovation, le transfert de technologies, les capacités d'adaptation et les marchés régionaux.

Des politiques industrielles appropriées qui favorisent le transfert de technologies et intègrent des préoccupations d'ordre social et environnemental constituent des outils susceptibles de donner un élan à la croissance verte et inclusive. Les technologies vertes devront assurer une croissance propre, économe en ressources et résiliente.

- Intégration des cadres de durabilité existants et nouveaux, au niveau national et international. Par exemple, les critères de performance établis par la Banque mondiale sur la durabilité sociale et environnementale, l'Initiative sur la transparence des industries extractives, le Pacte mondial des Nations Unies et la mise en œuvre des Principes de l'Équateur sont les principaux cadres de viabilité susceptibles de faciliter l'intégration de la croissance verte et inclusive.

## Conclusion et recommandations

La plupart des pays africains continuent à exporter des matières premières dont la valeur ajoutée et la chaîne de valeur manufacturières sont faibles, ce qui explique la faible compétitivité de son industrie et le faible niveau du bien-être des citoyens. La croissance verte et inclusive offre une occasion unique d'apporter des solutions multiples et intégrées aux nombreux problèmes auxquels est confronté le secteur industriel africain. La volonté nouvelle d'accélérer la transformation structurelle des économies africaines, appuyée par les divers programmes et cadres de développement industriel, peut donner l'élan nécessaire pour accroître et soutenir la productivité, assurer des emplois productifs, la sécurité de l'emploi, la création de revenus et de richesses et la prospérité pour tous.

Outre des conditions favorables comme le bon fonctionnement de l'économie de marché, des infrastructures adéquates, des systèmes économes en énergie, les gouvernements africains adoptent des politiques de contenu local et des législations qui explorent les possibilités d'attirer des investissements locaux, de développer les chaînes de valeur manufacturières, de soutenir le développement d'un secteur de services de meilleure qualité et d'exploiter les perspectives d'innovation, notamment les liens en amont, en aval et connexes. Ce qui devrait accroître la participation des entreprises locales (dont les petites et moyennes entreprises) et les associations sectorielles dans la

chaîne de valeur de façon à maximiser les bienfaits sociaux et économiques du secteur industriel. Les nouvelles politiques industrielles relatives à la valeur ajoutée manufacturière, complétées par des cadres volontaires et obligatoires en matière de développement durable, établis par des institutions de financement de projet, qui s'attaquent aux défis écologiques et sociaux qui pèsent sur l'industrie extractive et les chaînes de valeur manufacturières, sont en mesure de stimuler la croissance verte et inclusive dans le secteur.

L'expérience acquise facilitera la mise en œuvre des principales recommandations sur les politiques à suivre, aux termes desquelles les pays doivent :

- Veiller à ce que la transformation structurelle et les stratégies et politiques industrielles intègrent la croissance verte et inclusive pour libérer pleinement le potentiel de croissance économique, tracer une voie de développement économe en énergie et à faible teneur en carbone qui permette de créer des emplois, de générer de la richesse et des revenus, d'améliorer le bien-être des citoyens et de réduire les inégalités.
- Si le cadre de développement industriel national doit être adapté aux conditions de chaque pays, faire en sorte qu'il soit conforme aux cadres pertinents de la Conférence des ministres africains de l'industrie.
- Promouvoir la valeur ajoutée, la hausse de la compétitivité industrielle et le partage des chaînes de valeur mondiales. Ce qui suppose notamment le développement des capacités locales : compétences, expertise et savoir-faire dans les chaînes de valeur du secteur.
- Accroître le nombre et la diversité des entreprises locales qui tirent profit sur le plan économique des contrats publics, augmentant de ce fait la participation locale, la création



d'emplois et une prospérité partagée dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

- Mettre en conformité les opérations d'extraction artisanale et de petite échelle avec les priorités de développement pertinentes de sorte que le secteur permette d'instaurer une croissance verte et inclusive favorable aux femmes, aux jeunes et aux communautés marginalisées.
- Souscrire aux cadres internationaux en matière de développement durable et promouvoir les initiatives nationales destinées à établir un consensus et à fixer des normes volontaires en faveur de modes de production et de transformation responsables.
- Soutenir des mécanismes de gouvernance et de recherche pour l'innovation industrielle et la compétitivité afin de promouvoir l'adoption de technologies qui offrent la possibilité de mettre au point des produits verts, tels que des aliments biologiques et des produits minéraux et métalliques qui sont extraits et traités de façon responsable.
- Exploiter de manière pérenne les ressources énergétiques de l'Afrique pour l'aider à réaliser son objectif de transformation structurelle et d'industrialisation. À cette fin, des mesures d'efficacité énergétique doivent être adoptées pour compléter la production d'énergie verte.

## 7. Commerce

### Messages clés

- Le commerce peut donner une impulsion à la croissance verte et inclusive en Afrique et soutenir la transition vers une économie verte et inclusive. Cela dit, cet objectif ne peut être atteint que si les avantages comparatifs dans les biens et services produits de façon durable sont exploités.
- Les investissements dans les infrastructures sont par ailleurs essentiels pour contenir la hausse des coûts de transaction et assurer la compétitivité des produits « verts » africains sur le marché mondialisé.
- Outre la suppression des droits et taxes qui faussent les échanges, la croissance verte et inclusive axée sur le commerce requiert aussi des réformes fiscales, notamment la suppression des subventions non productives, dont celles sur les produits énergétiques et à forte intensité en énergie.
- Étant donné la diversité des enjeux auxquels sont confrontés plusieurs pays africains, aucun ensemble donné de réformes, politiques ou stratégies favorisant les échanges n'est valable pour toutes les régions.
- Les moteurs de la transition en Afrique vers une économie verte sont les mêmes forces qui consolideront l'avantage comparatif de l'Afrique dans le domaine du commerce des produits écologiques.

Le commerce joue un rôle important dans l'économie mondiale et peut doper la croissance économique sur le continent africain. Il reflète les préférences des entreprises et des consommateurs sur le marché mondial, les retombées d'ordre environnemental et social du commerce international étant désormais essentielles à l'économie verte. Le commerce peut faciliter la croissance verte et inclusive en Afrique, les pays pouvant développer les biens et services produits, créer des emplois décents et renforcer les liens économiques avec le reste du monde.

Les stratégies de croissance verte qui sont adoptées par les pays africains peuvent accélérer l'investissement dans de nouvelles industries et technologies économes en ressources, tout en maîtrisant les coûts et les risques pour les contribuables, les entreprises, les communautés et les consommateurs nationaux (GGBP, 2014). Les

pays africains peuvent atteindre la croissance verte et inclusive au sein d'un marché fortement mondialisé et compétitif en tirant parti des ressources naturelles abondantes qui fournissent par ailleurs une multitude d'avantages dans les divers secteurs de la société. Les produits agricoles et non-agricoles susceptibles de répondre aux demandes des consommateurs soucieux de l'environnement sont divers, allant de biens pour la maison respectueux de l'environnement à des formes d'énergie propre et renouvelable.

### **Possibilités offertes par le commerce pour favoriser la croissance verte et inclusive et la transition vers l'économie verte**

Les matières extractibles, notamment les combustibles fossiles, les minerais bruts et les métaux

dominent les exportations africaines vers le reste du monde. La composition des exportations africaines vers le reste du monde s'est fortement réorientée vers les carburants fossiles de 1995 à 2012. L'écologisation des flux commerciaux en Afrique exige une forte baisse d'intensité matérielle (efficacité accrue de l'utilisation des ressources) et des émissions de carbone associées aux flux commerciaux. L'Afrique ne parviendra à atteindre une croissance verte et inclusive au sein d'un marché fortement mondialisé et compétitif que si elle acquiert un solide avantage comparatif en produisant des biens qui sont écologiques et apportent toute une série de bienfaits aux différents secteurs de sa société.

## Évolution de la croissance verte et inclusive par le biais du commerce

L'instauration de la croissance verte et inclusive est favorisée par les réformes sectorielles destinées à créer de nouvelles opportunités pour le commerce de biens et services produits selon les principes du développement durable. Les pays encouragent aussi l'échange de droits d'émission de carbone et l'échange direct d'énergie renouvelable. Il arrive que des réformes sectorielles se traduisent par l'élimination de distorsions dommageables et la réaffectation de ressources, ce qui permet de mettre en place des systèmes de production efficaces et de générer davantage

**Tableau 3: Quelques exemples de possibilités de croissance verte par le biais du commerce**

Régions	Réformes du secteur qui contribuent à « verdir » le commerce	Nouvelles opportunités commerciales dans les produits écologiques	« Verdir » la croissance grâce au marché énergie et carbone
Afrique orientale et australe			
Kenya		Éco-étiquetage des marchandises Écotourisme	Échange de crédits de carbone
Zambie	Agriculture de conservation		
Éthiopie	Reverdissent des hauts plateaux	Éco-étiquetage	
Afrique du Sud	Réformes du secteur de la pêche maritime	Commerce des biens environnementaux Écotourisme	Échange de crédits de carbone
Maurice		Verdir la production manufacturière axée sur les exportations	
Afrique centrale et occidentale			
Burkina Faso	Réformes du secteur du coton		
Nigéria		Remise à neuf	
République démocratique du Congo			Exportations d'énergie hydraulique
Afrique du Nord			
Maroc	Suppression des subventions énergétiques		Exportations d'énergie solaire vers l'Union européenne

Source : Diverses sources (Banque mondiale, 2012 ; PNUE, 2012 ; Reijnders et autres, 2009).

### **Encadré 6 : Promouvoir la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole au Rwanda par le biais du commerce**

Étant donné l'importance de l'agriculture dans l'économie du Rwanda, le secteur est une pièce centrale de sa stratégie de croissance verte. Comme l'explique le document de politique générale établi par ses soins (Gouvernement rwandais, 2011), promouvoir une stratégie de croissance verte, c'est renforcer la résilience au changement climatique, et les deux objectifs s'appuient au niveau national sur des politiques agricoles qui vont dans le même sens. La stratégie du pays vise à identifier les produits manufacturés et agricoles exportables susceptibles de soutenir la concurrence sur les marchés régionaux et mondiaux, et dont la productivité peut être améliorée par l'application de technologies et de pratiques orientées vers l'intensification durable et le renforcement de la résilience au changement climatique au sein des petites exploitations (OCDE, 2012). Un élément clef de cette stratégie est le ciblage de cultures de niche susceptibles d'être commercialisées sous les labels « biologique » et « commerce équitable », tirant ainsi parti de la priorité accordée aux pratiques durables et favorables aux agriculteurs et aux marchés internationaux, et attirant les investissements nécessaires pour rendre ces secteurs compétitifs. Le café, le thé et le sucre, inclus dans cette stratégie, sont concernés car ils seront soumis à des pressions environnementales accrues dues au changement climatique qui pourrait compromettre leur productivité et leur compétitivité, si de nouveaux investissements et de meilleures pratiques et techniques agricoles ne viennent pas y remédier. Des effets du dérèglement climatique, d'ores et déjà visibles dans la production de café du pays voisin, le Kenya, ont poussé le gouvernement rwandais à mobiliser des ressources et à prendre des mesures pour résoudre ce problème. Étant donné le coût élevé des transports au Rwanda, pays enclavé, toute action pour accroître la productivité et accroître la valeur sur les marchés internationaux est essentielle à son avenir en tant qu'exportateur de produits de haute qualité à destination de ses voisins immédiats et du reste du monde.

d'échanges. Le développement des flux commerciaux peut renforcer par ailleurs la réaffectation des ressources, notamment lorsque les revenus commerciaux sont accessibles aux pauvres, permettant ainsi une croissance économique inclusive et profitable au plus grand nombre.

Les réformes sectorielles peuvent aussi dynamiser la croissance dans l'ensemble de l'économie, les coûts associés à l'utilisation inefficace des ressources étant éliminés. C'est important pour la compétitivité dans un environnement commercial fortement mondialisé. Ce phénomène est visible en Afrique où une réduction des pratiques de production dommageables et préjudiciables à l'environnement, l'amélioration de la gestion des ressources et de l'intendance de l'environnement, et l'utilisation plus efficace de l'énergie et des ressources ont eu des effets positifs sur l'économie. Citons à titre d'exemple l'adoption de pratiques d'agriculture de conservation en Zambie, une meilleure gestion des forêts en Éthiopie, une meilleure gestion des ressources marines en Afrique du Sud et au Sénégal, et une réforme des subventions énergétiques au Maroc (tableau 7).

Quelques cas concrets de bonnes pratiques : exploitation du potentiel commercial dans le sous-secteur de l'énergie renouvelable au Maroc ; promotion de l'écotourisme pour accroître les échanges en Afrique de l'Est ; échange de droits d'émission de carbone au Kenya et en Afrique du Sud, et promotion de la croissance verte et inclusive dans le secteur agricole au Rwanda par le biais du commerce.

### **Défis et opportunités**

#### **Défis**

Si le commerce peut être un élément moteur de la croissance verte et inclusive, certaines des forces à l'œuvre peuvent en fait compromettre ou aller à l'encontre des principes de l'économie verte, notamment :

- L'ouverture des échanges et la compétitivité des salaires qui entraînent souvent une surexploitation de la base des ressources naturelles, le commerce de biens et services sensibles du point de vue environnemental et l'utilisation impropre de la main-d'œuvre.

- La faible valeur ajoutée manufacturière et part de la chaîne de valeur mondiale dans l'industrie des minéraux et des métaux.
- La production et fourniture d'électricité insuffisantes et non fiables.
- Le faible contenu local limitant les liaisons en amont et en aval.
- Le faible degré d'application, de contrôle de la mise en œuvre et de promotion des cadres nationaux en matière de développement durable et de la législation environnementale.
- La dégradation de l'environnement et pollution au mercure dans l'extraction minière artisanale et à petite échelle.
- La vulnérabilité aux effets du changement climatique de la productivité agricole et de la chaîne de valeur de la filière agroalimentaire.
- L'insuffisance du financement, des infrastructures, du transfert de technologies et du renforcement des capacités pour le développement de la chaîne de valeur et de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière.
- Meilleure rentabilité commerciale des ressources naturelles gérées de façon durable pour compenser les effets négatifs des échanges sur l'environnement.
- Meilleur rendement des chaînes de valeur mondiales et montée en puissance de la valeur ajoutée, tels que prônés par les politiques de soutien et les groupes d'acteurs concernés dans nombre de secteurs, notamment l'agriculture.
- Action qu'exercent désormais les investissements directs étrangers sur le commerce, et sur les résultats sociaux et environnementaux des économies bénéficiaires.
- Soutien marqué pour les projets verts des institutions financières multilatérales et des marchés financiers.
- Compétitivité industrielle accrue pour contribuer à l'amélioration du bien-être.
- L'extraction minière artisanale et à petite échelle est considérée comme un contributeur important au produit national brut.
- Politiques industrielles qui stimulent l'innovation, le transfert de technologie, les capacités d'adaptation et les marchés régionaux.

### **Opportunités**

- La croissance verte et inclusive et la transition vers une économie verte doivent donner aux pays africains la possibilité de prendre en main le développement économique durable et d'augmenter les échanges avec le reste du monde.
- Solide soutien politique à l'intégration régionale, qui crée des possibilités d'économies d'échelle dans la production et la distribution de l'énergie, et autres investissements commerciaux.
- Intégration des cadres existants et émergents au niveau national et international en matière de développement durable.

### **Conclusion et recommandations**

Les pouvoirs publics disposent de plusieurs leviers importants pour promouvoir la croissance verte et inclusive en Afrique, et en fonction de l'ouverture du pays aux échanges et aux marchés mondiaux, certaines interactions doivent être envisagées au moment d'élaborer les stratégies nationales destinées à favoriser la croissance verte et

inclusive. La transition vers une économie verte et inclusive requiert un large éventail de réformes et d'innovations institutionnelles afin de catalyser et d'alimenter les innovations sectorielles qui sont conformes à l'objectif visé. De l'ampleur des réformes engagées dépendra leur aptitude à favoriser les échanges et l'ouverture aux marchés mondiaux sans avoir de retombées négatives sur l'environnement et les écosystèmes africains. Les défis et les opportunités ne manqueront pas mais, globalement, des progrès sur la voie d'une croissance socioéconomique plus écologique et plus inclusive pour l'Afrique peuvent être favorisés par les échanges, à condition d'être soutenus par un ensemble de réformes appropriées.

- Les gouvernements africains doivent promouvoir les avantages comparatifs des producteurs du continent dans la production et l'exportation de produits fabriqués selon des normes durables pour veiller à ce que le commerce joue un rôle moteur dans la croissance verte inclusive et la transition vers une économie verte en Afrique.
- L'Afrique doit assurer la bonne gouvernance des ressources naturelles pour éviter l'extraction non durable des ressources qui compromet les efforts déployés en faveur de la croissance verte et inclusive.
- Les pays riches en ressources doivent envisager la création de fonds de stabilisation des recettes minières pour améliorer la gestion des recettes tirées des ressources.
- Les pays dotés d'un bon potentiel agricole doivent s'efforcer de préserver la base de

ressources naturelles sur laquelle repose la production.

- Les gouvernements africains doivent non seulement s'employer à attirer davantage de fonds d'investissement mais aussi à privilégier les investissements au service de la croissance verte et inclusive et de la transition vers l'économie verte.
- L'Afrique doit davantage explorer les possibilités qu'offre le marché du carbone en tirant parti du vaste potentiel du secteur des énergies renouvelables. Qui plus est, l'élimination de distorsions des prix est essentielle à la mise en œuvre de réformes fiscales, en tant qu'élément d'une stratégie globale de croissance verte et inclusive.
- Il est nécessaire de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires pour continuer à promouvoir les échanges intra-africains.
- Les gouvernements africains doivent prendre conscience et tirer parti du rôle déterminant que joue le secteur privé dans la croissance économique à travers l'innovation, le transfert de technologie et la diffusion et le renforcement des liens commerciaux dans les chaînes de valeur mondiales pour dynamiser la croissance verte et inclusive.
- Les pays africains doivent tirer parti des engagements politiques renouvelés en vue d'accélérer l'intégration régionale et la transformation économique.

## 8. Mesures destinées à créer un environnement propice

### Messages clefs

- Une analyse politique de l'économie doit être menée avec soin pour gérer et activer le processus de la transition vers l'économie verte étant donné la réorientation des ressources et les probables gagnants et perdants qui résulteront de la transition.
- Une bonne gouvernance, un cadre institutionnel solide, et la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques cohérentes sont fondamentales pour mettre effectivement en application toutes les mesures favorisant la croissance verte et inclusive, et une transition bien gérée.
- Des dépenses publiques ciblées et des investissements dans des secteurs clés qui permettent d'améliorer le sort des pauvres, notamment l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, la gestion de l'eau et des déchets, doivent être utilisés de façon stratégique.
- Des capacités d'innovation locales bien développées, un transfert accru de technologies, des solutions de financement innovantes et l'intégration régionale sont essentiels pour stimuler la croissance verte inclusive et la transition.

Les États membres africains, dans leur position commune pour la Conférence Rio+20, ont fait valoir que la transition vers une économie verte ne sera bénéfique à l'Afrique que si le processus s'appuie sur des impératifs de développement national et sur la réalisation des engagements convenus au niveau international en matière de développement durable. Les efforts entrepris pour assurer la transition vers une économie verte et inclusive en sont encore à leurs débuts. Par ailleurs, on dispose de très peu de données empiriques attestant la réussite d'une transition vers une économie verte et inclusive à l'échelle nationale en Afrique et dans d'autres régions.

La volonté de s'attaquer aux défis du développement et de stimuler la transformation structurelle des économies africaines offre de nouvelles perspectives de développement pour l'Afrique par le biais, notamment, de la croissance verte et inclusive. Les approches et les politiques en matière de croissance verte et inclusive peuvent contribuer

à réaliser la transformation vers un système économique plus diversifié, à forte valeur ajoutée, durable et équitable.

### Mesures destinées à créer un environnement propice

La croissance verte et inclusive requiert une combinaison optimale de mesures permettant d'accroître la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité ; de générer des avantages sociaux avec des emplois décents, d'améliorer les moyens de subsistance et le bien-être ; et de renforcer le capital naturel et la résilience environnementale. Les conditions favorables doivent être mises en place aux niveaux sous-national, national, sous-régional, régional et international afin de maximiser les synergies positives entre la viabilité environnementale, le développement humain, l'équité et la croissance économique.

## Cadre institutionnel pour l'intégration, la cohérence et l'inclusion

L'engagement des pouvoirs publics au plus haut niveau de créer un cadre institutionnel qui favorise des approches intersectorielles est fondamental pour stimuler la croissance verte et inclusive et soutenir la transition.

La cohérence des différentes politiques sectorielles et des mesures prises dans le domaine économique, fiscal, social et environnemental est essentielle pour assurer l'efficacité des ressources et l'intégration, en tenant compte de questions telles que l'égalité entre les sexes, le changement climatique, la création d'emplois et l'innovation.

Pour assurer l'allocation de fonds budgétaires suffisants et des investissements provenant de différentes sources, des interventions prioritaires intégrées dans les politiques et les plans devront être chiffrées par rapport à des objectifs échelonnés dans le temps.

Les capacités institutionnelles doivent être renforcées pour assurer la transparence, l'intégration et la formation d'un consensus entre les multiples parties prenantes, en adoptant une approche progressive, par étapes, et en établissant un organe de

gouvernance capable d'évaluer les risques potentiels et de remédier aux défaillances avant qu'elles ne surviennent et quand elles se présentent.

### **Ensemble de moyens d'action appropriés**

Favoriser les synergies positives entre la croissance économique, l'équité sociale et la viabilité environnementale et tenir compte des arbitrages possibles.

Instruments fondés sur le marché pour remédier aux carences du marché qui entraînent une utilisation excessive et inefficace des ressources, la production de coûts externes environnementaux tels que la pollution et des facteurs défavorables à l'offre de services et de technologies plus propres et plus durables.

Instruments de contrôle quantitatif, notamment les systèmes de permis, basés sur les droits ou les quantités, conçus pour contrôler le volume d'émissions ou la quantité de biens ou services et laisser les forces du marché déterminer le prix.

Réformes fiscales liées à l'environnement destinées à accroître les recettes fiscales au moyen de redevances ou de taxes de pollution et à réduire les dépenses budgétaires en supprimant les sub-

### **Encadré 7 : Le Fonds vert en Afrique du Sud**

Le Gouvernement sud-africain, via le Département des affaires environnementales, a débloqué 1,1 milliard de rands, sur trois ans, pour lancer le Fonds vert en vue de faciliter l'investissement dans les initiatives vertes assurant la transition de l'Afrique du Sud vers une économie plus verte et de soutenir le développement socioéconomique. Le Fonds sera établi conjointement par la Banque de développement de l'Afrique australe, en tant qu'organisme d'exécution, et le Département des affaires environnementales. En matière de soutien de la croissance verte et inclusive dans le pays, le Fonds vert a pour but de :

- (a) Obtenir des résultats positifs sur le plan environnemental, économique et social
- (b) Promouvoir des programmes innovants et écologiques à fort impact grâce à un financement jouant un rôle catalyseur et permettant à ces programmes d'être appliqués plus largement et, à terme, reproduits dans d'autres parties du pays
- (c) Renforcer la capacité d'intégrer les questions relatives à l'écologie et au climat dans la société et l'économie d'Afrique du Sud
- (d) Établir des projets s'appuyant sur des données factuelles pour les intégrer dans de futurs programmes verts
- (e) Attirer des ressources supplémentaires en tirant parti des ressources et en les combinant (financières et autres)



ventions préjudiciables qui encouragent des activités non respectueuses de l'environnement.

D'autres mesures incluent des tarifs reflétant les coûts, des tarifs de rachat et des outils permettant de soutenir le financement des services écosystémiques.

### ***Mesures politiques complétant les instruments fondés sur le marché***

Les instruments fondés sur le marché ne peuvent, à eux seuls, favoriser la croissance verte et inclusive. D'autres instruments sont nécessaires : réglementations, systèmes de certification, normes, outils basés sur des informations, mesures volontaires en matière de conformité et politiques d'approvisionnement public durable. Les instruments non fondés sur le marché sont notamment : réglementations, promotion du contenu local, marché public durable et autres approches volontaristes qui facilitent une prise de décision en connaissance de cause par les consommateurs et les utilisateurs, notamment dans le cadre de programmes d'étiquetage et de notation.

***Des dépenses publiques ciblées et des investissements dans les secteurs qui permettent d'améliorer le sort des pauvres***, notamment l'agriculture. Développer les infrastructures et orienter davantage d'aide publique par le biais d'investissements publics ciblés et de dépenses en faveur de technologies et d'innovations durables favorables aux plus pauvres.

### ***Développement des capacités***

L'importance du renforcement des capacités sur le plan individuel, organisationnel et pour ce qui est des conditions permettant de stimuler la croissance verte et inclusive et d'assurer une transition effective est reconnue aux niveaux international, régional et national. Le développement des capacités est nécessaire pour accroître la sensibilisation et la compréhension ainsi que pour faire évoluer les comportements. Afin d'encourager la croissance verte inclusive et de stimuler la transition, des pays tels que l'Éthiopie, le Mozambique, le

Rwanda et l'Afrique du Sud ont identifié plusieurs domaines de développement des capacités, dans le cadre de leurs plans ou stratégies en matière d'économie/croissance verte et inclusive (Gouvernement éthiopien, 2011) ; Gouvernement mozambicain, 2012 ; Gouvernement rwandais, 2011 ; Gouvernement sud-africain, 2011). Promouvoir et accroître le développement des capacités dans la région passe par un renforcement des capacités internes à l'échelle nationale et régionale de sorte que le développement soit adapté aux circonstances propres à chacun de ces échelons.

### ***Coopération régionale et internationale***

S'il est important d'établir les moyens d'action et les mécanismes institutionnels appropriés au niveau national, la coopération et la coordination au niveau international sont nécessaires pour compléter les efforts entrepris à l'échelle du pays. Cela permettra de remédier aux inéquités internationales que l'on observe entre pays développés et pays en développement. Citons à cet égard les opportunités commerciales et les gaz à effet de serre accumulés, qui font peser une charge supplémentaire en matière de développement sur les pays en développement du continent. La coopération internationale est essentielle pour permettre aux pays africains d'investir dans la viabilité environnementale tout en continuant à exercer leur droit au développement rapide et durable. Investir dans le changement climatique veut dire promouvoir la coopération internationale et préserver la biodiversité et les écosystèmes, ce qui assure des avantages de portée globale. Il faut pour cela des efforts de financement concertés et ciblés aux niveaux régional et international. Outre la coopération régionale en Afrique, une coopération Sud-Sud est capitale, comme cadre de collaboration, pour orienter les flux d'échanges et d'investissement vers les biens et services plus respectueux de l'environnement et en faveur des pauvres.

## Conclusion

La volonté de relever les défis du développement et de favoriser la transformation structurelle des économies africaines ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de l'Afrique. Les approches et les politiques en faveur de la croissance verte et inclusive peuvent contribuer à réaliser la transformation vers un système économique plus diversifié, à forte valeur ajoutée, durable et équitable. La croissance verte et inclusive exige de conjuguer au mieux des mesures propres à : favoriser la croissance grâce à une meilleure productivité, l'ajout de valeur et une compétitivité accrue ; générer des avantages sociaux à la faveur d'emplois décents, d'une amélioration des moyens de subsistance et du bien-être ; et renforcer le capital naturel et la résilience environnementale. Un environnement favorable doit être créé aux niveaux

sous-national, national, sous-régional, régional et international pour optimiser les synergies positives qui peuvent exister entre la viabilité environnementale, le développement humain, l'équité et la croissance économique.

Pour essentielle que soit la mise en place d'instruments politiques et de mécanismes institutionnels appropriés à l'échelon du pays, une coopération et une coordination internationales doivent néanmoins appuyer les efforts déployés au niveau national. Qui plus est, des échanges internationaux et intra-régionaux peuvent stimuler la croissance verte et inclusive et stimuler la transition dès lors qu'un environnement propice permet aux pays africains de tirer avantage de manière équitable du commerce régional et mondial.

## 9. Références

Banque africaine de développement (BAD) (2013), *At the Centre of Africa's Transformation : Strategy for 2013-2022*, African Development Bank Group.

Banque africaine de développement (BAD) (2013), *Document de discussion : Promouvoir la croissance verte en Afrique : perspectives de la Banque africaine de développement*.

Banque africaine de développement (BAD), OCDE, Nations Unies et la Banque mondiale (2012), *Boîte à outils sur les politiques en matière de croissance verte et inclusive, Présentation au Groupe de travail du G-20 sur le développement*.

Byamugisha, F. K. (2013), *Securing Africa's Land for Shared Prosperity : A Programme to Scale up Reforms and Investments*. Africa Development Forum Series. Washington DC ; Banque mondiale.

CEA (2011), *L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté : Quelles sont les implications pour l'Afrique ?*

CEA (2012), *Intégration régionale en Afrique de l'Ouest : des chaînes de valeur agricoles régionales pour intégrer et transformer le secteur agricole*. Commission économique pour l'Afrique – Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest.

CEA (2013a), *Rapport économique sur l'Afrique 2013. Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique*.

CEA (2013b), *Rapport sur le commerce international et intra-africain*. Huitième session du Comité du commerce, de la coopération et de l'intégration régionale. Commission économique pour l'Afrique. Addis-Abeba (Éthiopie), 6-8 février 2013.

CEA (2014), *Making Natural resources work for inclusive growth and sustainable development in Southern Africa*, vingtième session du Comité intergouvernemental d'experts de l'Afrique australe (ICE), 13-14 mars 2014, Livingstone (Zambie).

CEA, à paraître, *Selected case studies on inclusive green growth in Ethiopia*.

CEA, à paraître, *Selected case studies on inclusive green growth in South Africa*.

Garrity D.P., et al. (2010), *Ever Green Agriculture : A Robust Approach to Sustainable Food Security in Africa*, *Food Security*, 2 (3) pp. 197-214.

GGBP (2014), *Green Growth in Practice : Lessons from Country Experiences*. Green Growth Best Practices, [www.ggbp.org](http://www.ggbp.org).

Gouvernement du Rwanda (2011), *Green Growth and Climate Resilience, National Strategy for Climate Change and Low Carbon Development*. Kigali : <http://cdkn.org/wp-content/uploads/2010/12/Rwanda-Green-Growth-Strategy-FINAL1.pdf>.

Heinrich Böll Foundation and the Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy. *GG : Unravelling*, octobre 2012.

IUCN (2013), *Water and nature initiative*. Consulté le 15 juillet 2014 : [www.iucn.org](http://www.iucn.org)

Millennium Ecosystem Assessment (2005), *Ecosystems and Human Well-being : Synthesis*. 1597260401, Millennium Ecosystem Assessment.

Reij, C., G. Tappan et M. Smale (2009), *Agro-environmental Transformation in the Sahel*

TEEB. (2010), *The Economics of Ecosystems and Biodiversity : Mainstreaming the Economics of*

Nature : A synthesis of the approach, conclusions and recommendations of TEEB.

DAES, PNUE et CNUCED (2012), The Transition to a Green Economy : Benefits, Challenges and Risks from a Sustainable Development Perspective.

PNUD (2012a), The roles and opportunities for the private sector in Africa's agro-food Industry. UNDP African Facility for Inclusive Markets.

PNUD (2012b), African Human Development Report : Towards a Food-Secure Future. Programme des Nations Unies pour le développement. New York.

PNUE (2012), Measuring Progress towards an Inclusive Green Economy.

Division du développement durable de l'ONU (2013), A Guidebook to the Green Economy. Issue 4 : A guide to international green economy initiatives.

Banque mondiale (2008), Rapport sur le développement dans le monde, 2008. L'agriculture au service du développement. Banque mondiale, Washington DC

Banque mondiale (2012c), Inclusive Green Growth : The Pathway to Sustainable Development. International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association or The World Bank, 1818 H Street NW, Washington DC 20433, Telephone : 202-473-1000, Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

WWF (2011), Count of Mountain Gorillas Begins in Uganda. World Wildlife Foundation. 7 septembre 2011 [online] <http://wwf.panda.org/?uNewsID=201576> [consulté le 13 août 2013]

WWF/BAD(2012), African Ecological Footprint Report : Green Infrastructure for Africa's Ecological Security. Fonds mondial pour la nature et Banque africaine de développement.